

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

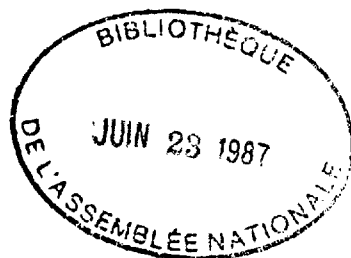
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 54

Loi sur le registre des associations et entreprises

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Fortier
Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi propose de modifier les règles relatives à la publicité légale des associations et entreprises au Québec et celles relatives à la constitution des personnes morales.

Ainsi, il assujettit à ses dispositions les personnes physiques et les sociétés qui exercent une activité commerciale ou qui exercent une activité civile sous un nom d'emprunt ainsi que les personnes morales qui sont constituées en vertu des lois du Québec, y ont leur siège social, y exercent une activité ou y possèdent un droit réel immobilier et certains groupements qui ne sont pas dotés de la personnalité morale.

Il prévoit à cette fin l'établissement d'un registre des associations et entreprises. Ce registre a pour objets de recevoir et de rendre publiques des informations relatives aux associations et entreprises et de constater l'existence des personnes morales et la création des sociétés en commandite.

Il impose aux personnes et groupements assujettis l'obligation d'immatriculation. Il indique les principales informations qui doivent être déclarées à cette occasion.

Il prévoit que ces personnes et ces groupements doivent mettre à jour les informations déclarées lors de l'immatriculation au moyen de déclarations à cette fin.

Il prévoit que la radiation de l'immatriculation d'une personne ou d'un groupement a lieu lorsque cesse l'obligation d'immatriculation ou lorsque certaines autres obligations n'ont pas été remplies. Il permet également la révocation de la radiation dans certains cas.

Il précise que toute personne peut consulter le registre et que les informations qui y sont contenues sont présumées vraies.

Il regroupe sous un seul chapitre les règles qui régissent le dépôt des documents ainsi que celles relatives à l'administration du registre.

Il établit des recours qui s'exercent suivant une procédure sommaire.

Il détermine les pouvoirs de réglementation du gouvernement et prévoit des dispositions pénales.

Il détermine certaines règles relatives à l'utilisation des noms par les assujettis.

Il modifie les lois publiques qui ont pour objet de constituer des personnes morales en prévoyant notamment que ces dernières seront désormais constituées par leur immatriculation au registre et dissoutes par la radiation de celle-ci.

Il prévoit aussi des dispositions résiduelles au même effet pour les lois d'intérêt privé qui permettent la création de personnes morales.

Il remplace la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés ainsi que la Loi concernant les renseignements sur les compagnies.

Il abroge la Loi sur les compagnies étrangères et la Loi sur la main-morte.

Enfin, il prévoit les dispositions diverses et transitoires nécessaires à l'application de la loi et à la mise en place du registre.

LOIS ABROGÉES OU MODIFIÉES PAR CE PROJET

- 1° Code civil du Bas-Canada;
- 2° Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1);
- 3° Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);
- 4° Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3);
- 5° Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4);
- 6° Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8);
- 7° Loi sur les cercles agricoles (L.R.Q., chapitre C-9);
- 8° Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);
- 9° Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- 10° Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22);
- 11° Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23);

- 12° Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25);
- 13° Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);
- 14° Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- 15° Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);
- 16° Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);
- 17° Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40);
- 18° Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41);
- 19° Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42);
- 20° Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., chapitre C-43);
- 21° Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44);
- 22° Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45);
- 23° Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46);
- 24° Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47);
- 25° Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63);
- 26° Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2);
- 27° Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69);
- 28° Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1);
- 29° Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71);
- 30° Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1);
- 31° Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17);
- 32° Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1);

33° Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1);

34° Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1);

35° Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14);

36° Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4);

37° Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1);

38° Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2);

39° Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16);

40° Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22);

41° Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5);

42° Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23);

43° Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25);

44° Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-26);

45° Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27);

46° Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29);

47° Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30);

48° Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31);

49° Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32);

50° Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38);

51° Loi sur les syndicats d'élevage (L.R.Q., chapitre S-39);

52° Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40);

53° Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1);

54° Déclaration Du Roi, concernant les Ordres Religieux et les Gens de main morte, établis aux Colonies Françaises (Ins. Cons. Sup. Reg. I. Folio 16. V°.);

55° Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95);

56° Loi sur les associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte (S.R.Q. 1941, chapitre 205);

57° Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102);

58° Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille (1980, chapitre 39).

Projet de loi 54

Loi sur le registre des associations et entreprises

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

SECTION I

ASSUJETTIS

1. La présente loi s'applique à:

1° toute personne physique qui exerce une activité commerciale au Québec;

2° toute personne physique, notamment un agriculteur, un artisan ou un professionnel, qui exerce au Québec une activité civile dans le but d'en tirer un profit, sous un nom ne comprenant pas son patronyme et son prénom ou comprenant le patronyme d'une autre personne;

3° toute société en nom collectif ou en commandite constituée au Québec;

4° toute société civile, constituée au Québec, qui exerce une activité sous un nom ne comprenant pas le patronyme de tous les associés ou comprenant celui d'une personne qui n'en est pas membre;

5° toute société étrangère qui exerce une activité commerciale au Québec, sauf si elle n'a pas de nom;

6° toute société étrangère qui, sous un nom ne comprenant pas le patronyme de tous les associés ou comprenant celui d'une personne qui n'en est pas membre, exerce au Québec une activité civile ou y possède un droit réel immobilier;

7° toute personne morale constituée au Québec;

8° toute personne morale constituée à l'extérieur du Québec qui a son siège social au Québec, y exerce une activité ou y possède un droit réel immobilier;

9° toute association dépourvue de la personnalité morale dont les administrateurs contractent fréquemment avec des tiers au Québec ou qui, au Québec, sollicite régulièrement des dons du public;

10° toute fiducie constituée au Québec pour l'accomplissement d'une fin d'intérêt public ou général ou dont le fiduciaire agit dans ce but au Québec;

11° tout fonds commun de placement constitué au Québec qui n'est pas géré par une personne morale immatriculée, dans le cadre de ses activités habituelles;

12° tout fonds commun de placement constitué à l'extérieur du Québec, lorsque certaines de ses parts sont placées au Québec ou que des biens y sont administrés en son nom, s'il n'est pas géré par une personne morale immatriculée, dans le cadre de ses activités habituelles.

Pour l'application du présent article, le fait, pour une personne ou un groupement, de diffuser de la publicité permettant de le rejoindre au Québec ou d'y rejoindre une personne chargée de le représenter est assimilé à l'exercice d'une activité.

2. La présente loi s'applique également à toute autre personne ou tout autre groupement qui dépose de son propre gré une déclaration d'immatriculation au registre des associations et entreprises.

3. Dans le cas d'une association dépourvue de la personnalité morale, il incombe aux administrateurs d'observer les dispositions de la présente loi.

Cette obligation s'impose aux personnes chargées de l'administration des biens dans le cas d'un fonds commun de placement.

4. La personne qui est chargée d'administrer l'ensemble des biens servant à l'exercice des activités d'un assujetti, notamment un syndic, un liquidateur, un fidéicommissaire ou un exécuteur testamentaire, prend la place de cet assujetti et en assume, durant son administration, les droits et obligations.

Le présent article ne s'applique pas aux membres du conseil d'administration ou aux dirigeants d'une personne morale ou d'un groupement dépourvu de la personnalité morale.

SECTION II

PRÉSUMPTIONS

5. Pour l'application de l'article 1, une personne ou un groupement est présumé exercer une activité s'il possède une adresse au Québec, s'il dispose au Québec d'une ligne téléphonique ou si lui-même ou une personne chargée de le représenter, en vertu d'un mandat général, possède au Québec un établissement ou un casier postal.

6. Pour l'application de l'article 1, l'accomplissement au Québec d'un acte de commerce fait présumer l'exercice d'une activité commerciale; le fait d'y conclure un contrat, autre qu'un acte de commerce, fait présumer l'exercice d'une activité civile.

7. Devant un tribunal de juridiction pénale, les présomptions ci-dessus s'appliquent en l'absence de toute preuve contraire.

CHAPITRE II

REGISTRE

8. Il est institué un registre des associations et entreprises.

9. Le registre a pour objet de recevoir des informations relatives aux assujettis et de les rendre publiques.

Il a aussi pour objet de constater la création des sociétés en commandite et l'existence des personnes morales qui, en vertu des lois du Québec, sont constituées par leur immatriculation au registre.

10. Il est composé de l'ensemble des documents qui y sont déposés et, relativement à chaque assujetti immatriculé, d'un index de ces documents et d'un état des informations.

11. L'inspecteur général des institutions financières est chargé de tenir le registre, de le garder et d'en assurer la publicité.

12. L'inspecteur général tient le registre sur les supports d'information qu'il détermine.

Les documents déposés peuvent, à cet effet, être reproduits par tout procédé sans se conformer, le cas échéant, aux articles 2 et 3 de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22). L'inspecteur général est alors autorisé à disposer des documents déposés, conformément à la loi.

Les index des documents déposés et les états des informations sont préparés par l'inspecteur général selon tout procédé qu'il juge adéquat. Ils doivent être régulièrement mis à jour à partir des documents déposés et être datés. Chaque index doit regrouper les documents par catégories, permettre de reconstituer l'ordre chronologique de leur dépôt et contenir une mention permettant de les retrouver. Chaque état doit être établi suivant les éléments prescrits par règlement.

L'inspecteur général peut reproduire tout ou partie du registre en autant d'exemplaires qu'il le juge nécessaire aux fins de sa conservation ou de sa consultation.

CHAPITRE III

IMMATRICULATION

13. Tout assujetti doit être immatriculé au registre.

À moins que la loi n'en dispose autrement, l'immatriculation s'opère par le dépôt d'une déclaration d'immatriculation.

14. La déclaration d'immatriculation contient :

- 1° le nom de l'assujetti;
- 2° tout autre nom qu'il utilise au Québec;
- 3° l'adresse de son domicile et, le cas échéant, celle du domicile qu'il élit pour les fins de la présente loi;
- 4° l'adresse de son principal établissement au Québec, si elle est distincte de celle de son domicile;
- 5° une mention indiquant s'il exerce ou non son activité;

6° le cas échéant, le nom, l'adresse, la qualité et la date d'entrée en fonction de toute personne visée à l'article 4.

15. La déclaration d'une personne physique contient de plus la date du début de son activité et, le cas échéant, son régime matrimonial.

Celle de tout autre assujetti contient de plus, le cas échéant :

1° sa forme juridique et la loi en vertu de laquelle il est constitué ;

2° le lieu, le mode et la date de sa constitution, sauf s'il est issu d'une fusion ou d'une scission ;

3° le lieu, le mode et la date de la dernière fusion ou scission dont il est issu ainsi que le nom de tout groupement ou personne morale partie à cette modification ;

4° la date de sa continuation ou autre transformation ;

5° la date à laquelle il doit cesser d'exister ;

6° le nom et l'adresse du domicile de chaque administrateur ;

7° le nom et l'adresse du domicile du président, du secrétaire et du principal dirigeant, en précisant les fonctions qu'ils occupent ;

8° à l'exception des commanditaires, le nom et l'adresse du domicile de chaque associé ainsi que son régime matrimonial.

16. L'assujetti qui n'a ni domicile ni établissement au Québec doit désigner un fondé de pouvoir qui y réside et en mentionner les nom et adresse à sa déclaration.

Ce dernier représente l'assujetti aux fins de la présente loi et toute procédure exercée contre l'assujetti peut lui être signifiée.

17. La déclaration contient en plus les informations prescrites par règlement.

18. La déclaration doit être déposée au plus tard soixante jours après la date à laquelle la personne ou le groupement est devenu assujetti à la présente loi.

CHAPITRE IV

MISE À JOUR DES INFORMATIONS

SECTION I

MISE À JOUR ANNUELLE

19. L'assujetti immatriculé doit annuellement mettre à jour les informations contenues au registre en déposant, durant la période prescrite par règlement, une déclaration à cet effet.

Cette déclaration annuelle contient toutes les informations visées aux articles 14 à 17, à l'exception des noms des groupements et personnes morales parties à une fusion ou à une scission.

Cette déclaration est déposée en simple exemplaire.

20. L'assujetti dont l'immatriculation a lieu durant la période prescrite pour le dépôt de la déclaration annuelle est exempté du dépôt de cette dernière pour l'année en cours.

21. Avant la fin de la période prescrite pour le dépôt de la déclaration annuelle, l'inspecteur général expédie un avis à tout assujetti immatriculé qui a omis de déposer la déclaration annuelle de l'année précédente.

L'avis indique que l'immatriculation de l'assujetti sera radiée s'il ne remédie pas à son défaut, à moins que l'inspecteur général n'en décide autrement conformément au deuxième alinéa de l'article 34.

SECTION II

MISE À JOUR RÉGULIÈRE

22. L'assujetti immatriculé doit de plus tenir à jour les informations visées aux articles 14 à 16 en déposant, dès que l'une de ces informations n'est plus exacte, une déclaration modificative spécifiant le changement intervenu.

Il peut aussi, de la même manière, tenir à jour les informations exigées en vertu de l'article 17.

23. La personne morale immatriculée qui a décidé de se dissoudre ou de demander sa dissolution doit sans délai, afin de mettre à jour les informations qui la concernent, déposer une déclaration modificative constatant ce fait.

24. Une société en commandite constituée au Québec ou une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière est dispensée de déposer une déclaration modificative lorsqu'elle se conforme à l'obligation que lui fait la loi de déposer au registre un autre document indiquant le changement. Il en est de même lorsque le dépôt de ce dernier est effectué par un ministre, l'inspecteur général ou une autre personne en vertu de la loi.

Ce dépôt opère mise à jour.

SECTION III

MISE À JOUR SPÉCIALE

25. La personne morale immatriculée suivant sa loi particulière doit, dans les soixante jours de la date à laquelle son immatriculation prend effet, mettre à jour les informations contenues dans les documents déposés au registre, en déposant une déclaration comprenant les informations visées aux articles 14, 15 et 17.

26. La personne morale issue d'une fusion, qui continue l'existence d'une personne morale immatriculée, doit mettre à jour les informations contenues au registre en déposant sans délai une déclaration comprenant les informations visées aux articles 14 à 17.

27. Le dépôt d'une déclaration visée aux articles 25 ou 26, durant la période de mise à jour annuelle, exempte la personne morale de cette mise à jour pour l'année en cours.

28. Lorsque l'inspecteur général le lui demande au moyen d'un avis déposé au registre et dont un exemplaire lui est remis conformément à l'article 58, l'assujetti immatriculé doit mettre à jour toute information visée aux articles 14 à 17 en déposant une déclaration contenant l'information demandée, dans les soixante jours suivant la remise de l'avis.

L'avis indique que l'immatriculation de l'assujetti sera radiée s'il ne se conforme pas à cette demande, à moins que l'inspecteur général n'en décide autrement conformément au deuxième alinéa de l'article 34.

CHAPITRE V

RADIATION

SECTION I

RADIATION OBLIGATOIRE

29. L'immatriculation d'une personne décédée doit être radiée par la personne saisie de la succession, à moins que l'activité ayant donné lieu à l'immatriculation ne soit continuée au bénéfice de la succession.

La radiation s'opère par le dépôt au registre d'une déclaration de radiation dans les six mois du décès.

30. Sous réserve de l'article 29, l'immatriculation d'un assujetti, autre qu'une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière, doit, sans délai, être radiée lorsqu'il cesse d'exister.

La radiation s'opère par le dépôt au registre d'une déclaration de radiation.

Cette déclaration est déposée, selon le cas, par les derniers administrateurs, les associés, le fondé de pouvoir ou la personne visée à l'article 4.

SECTION II

RADIATION VOLONTAIRE

31. La société en commandite constituée au Québec ou la personne morale immatriculée suivant sa loi particulière peut, en vue de mettre fin à son existence, demander à l'inspecteur général la radiation de son immatriculation ou l'effectuer elle-même, dans les circonstances et en la manière prévues par la loi.

32. Tout assujetti qui ne se trouve plus dans des circonstances qui l'obligent à être immatriculé peut, par le dépôt d'une déclaration à cet effet, radier son immatriculation.

33. L'assujetti visé à l'article 2 peut, en tout temps, radier son immatriculation en déposant une déclaration de radiation.

Les dispositions de la présente loi cessent dès lors de lui être applicables.

SECTION III

RADIATION D'OFFICE

34. L'inspecteur général radie d'office l'immatriculation de tout assujetti qui est en défaut de déposer deux déclarations annuelles consécutives ou ne se conforme pas à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 28.

Il peut toutefois différer la radiation de l'immatriculation de toute société en commandite constituée au Québec et de toute personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

35. L'inspecteur général radie d'office l'immatriculation d'une société en commandite constituée au Québec ou d'une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière, lorsque la date à laquelle elle doit cesser d'exister est atteinte.

36. La radiation d'office s'opère :

1° par le dépôt d'un arrêté dans le cas des sociétés en commandite constituées au Québec et des personnes morales immatriculées suivant leur loi particulière ;

2° par l'inscription d'une mention à cet effet au registre, en la manière prévue par règlement, dans les autres cas.

SECTION IV

RÉVOCATION DE LA RADIATION

37. L'inspecteur général peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prescrits par règlement, révoquer la radiation, effectuée d'office en vertu de l'article 34, de l'immatriculation d'une société en commandite constituée au Québec ou d'une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

La révocation de la radiation s'opère par le dépôt au registre d'un arrêté à cet effet.

Sous réserve des droits acquis par un tiers, l'immatriculation est réputée n'avoir jamais été radiée.

Malgré le premier alinéa, aucun droit n'est payable lorsque la demande de révocation est faite par un ministère ou organisme du gouvernement.

CHAPITRE VI

PUBLICITÉ

38. Toute personne peut consulter le registre.

La consultation se fait aux bureaux où est tenu le registre ainsi qu'à tout autre endroit indiqué par l'inspecteur général pour la consultation d'une partie du registre, aux heures d'ouverture. Elle est gratuite lorsqu'elle porte sur l'index des documents déposés ou sur l'état des informations; elle est sujette aux droits prescrits par règlement lorsqu'elle porte sur les documents déposés.

La consultation peut aussi se faire par un moyen de télécommunication autorisé par l'inspecteur général, aux heures d'ouverture; elle est sujette aux droits prescrits par règlement.

39. Sur paiement des droits prescrits par règlement, l'inspecteur général doit délivrer, à toute personne qui en fait la demande, une copie ou un extrait d'un document déposé au registre relativement à un assujetti. Il doit délivrer gratuitement, à toute personne qui en fait la demande, une copie ou un extrait d'un index des documents déposés ou d'un état des informations.

Il doit aussi, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, apposer son vidimus sur la copie ou l'extrait ou sur un document qu'il y annexe.

40. L'inspecteur général doit, sur demande et sur paiement des droits prescrits par règlement, attester qu'une personne ou un groupement est ou n'est pas:

- 1° immatriculé;
- 2° en défaut de déposer une déclaration annuelle;
- 3° en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 28;
- 4° selon les documents déposés au registre, sujet à des procédures pouvant mener à sa dissolution.

L'attestation de l'inspecteur général, délivrée en vertu du paragraphe 1°, indique, le cas échéant, que l'immatriculation de la personne ou du groupement a été radiée.

41. Une attestation de l'immatriculation d'une société en commandite constituée au Québec, émise par l'inspecteur général, fait preuve de la création de celle-ci.

Une attestation de l'immatriculation d'une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière, fait preuve de l'existence de cette personne.

42. Seuls l'assujetti, ses administrateurs, ses dirigeants et son fondé de pouvoir sont présumés connaître l'existence et le contenu des déclarations, des avis et des arrêtés déposés au registre en vertu de la présente loi.

43. Les informations contenues au registre sont présumées véridiques et celles qui sont visées aux articles 14 à 16 ne peuvent être mises en question, par l'assujetti qui les a déclarées, à l'encontre d'une personne de bonne foi autre que ses administrateurs, ses dirigeants ou son fondé de pouvoir.

CHAPITRE VII

ADMINISTRATION DU REGISTRE

SECTION I

DÉPÔT DE DOCUMENTS

44. Il appartient à l'assujetti ou à ses fondateurs de vérifier la légalité et l'exactitude du contenu des documents qu'ils déposent au registre.

Si l'assujetti constate qu'une déclaration le concernant contient une information inexacte, il doit la corriger sans délai en déposant une nouvelle déclaration qui, dès ce moment, la remplace.

45. Tout document déposé au registre doit :

1° désigner l'assujetti par son nom et, en outre, s'il est immatriculé, par son matricule ;

2° être signé par le déposant ;

3° être déposé en double exemplaire, sauf dans la mesure prévue par la loi.

46. Aucun droit n'est payable pour le dépôt d'un avis ou d'un arrêté en vertu de la présente loi, d'une déclaration visée à l'un des articles 22, 23, 25, 26, 28 ou 44 ou d'un document opérant radiation.

Le déposant doit joindre à tout autre document les droits prescrits par règlement.

De plus, le déposant doit joindre à la déclaration annuelle déposée après la période prescrite, les droits supplémentaires prescrits par règlement.

Le paiement des droits et des droits supplémentaires est assumé par l'assujetti ou ses fondateurs, même si le dépôt est fait par un ministre, l'inspecteur général ou une autre autorité gouvernementale.

47. Il n'y a pas dépôt:

1° dans le cas d'une déclaration, lorsqu'elle ne contient pas une information visée à l'un des articles 14 à 17, si elle est exigible;

2° dans le cas d'un document relatif à une personne morale visée par une loi que l'inspecteur général administre ou relatif à une société en commandite constituée au Québec, lorsqu'il ne contient pas toutes les énonciations requises ou lorsque tous les documents exigés n'y sont pas joints;

3° lorsque le document n'est pas conforme à l'un des articles 45 ou 52 ou que les droits prévus à l'article 46 n'y sont pas joints;

4° dans le cas d'un document déposé en vertu de l'un des articles 1877 ou 1879 du Code civil du Bas-Canada ou en vertu d'une loi constitutive de personnes morales que l'inspecteur général administre, lorsque ce document contient un nom qui, de l'avis de l'inspecteur général, comprend une expression visée à l'un des paragraphes 1° ou 2° de l'article 105;

5° lorsque le document concerne un assujetti immatriculé qui a omis de déposer une déclaration annuelle.

48. Lorsque des droits ou des droits supplémentaires sont payés au moyen d'un effet de commerce, l'inspecteur général peut différer le dépôt du document jusqu'à ce que l'effet de commerce soit honoré.

49. L'inspecteur général attribue un matricule à l'assujetti dès le dépôt d'un document opérant immatriculation.

Il fait de même lorsque le document déposé a pour objet de fusionner des personnes morales ou de constater une telle fusion.

50. L'inspecteur général certifie, dès le dépôt du document opérant immatriculation, la constitution au Québec d'une société en commandite ou d'une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

Dès le dépôt d'un document ayant pour objet de modifier des documents constitutifs, l'inspecteur général certifie la modification qui y est indiquée.

Le certificat est apposé sur chacun des exemplaires du document déposé ou sur un document que l'inspecteur général annexe à chacun des exemplaires et qui est réputé faire partie intégrante du document déposé.

51. L'inspecteur général doit inscrire la date du dépôt sur chaque exemplaire d'un document déposé.

Il remet, le cas échéant, le second exemplaire à l'assujetti en la manière prévue à l'article 58.

SECTION II

ADMINISTRATION

52. Les documents qu'un assujetti ou ses fondateurs déposent au registre doivent être dressés sur les formules fournies à cette fin ou autorisées par l'inspecteur général et doivent respecter les normes établies par règlement quant à la forme du texte qui y est contenu.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, tout autre document déposé au registre doit être dressé suivant les normes établies par règlement quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu.

53. L'inspecteur général peut, afin de faciliter la mise à jour des informations, transmettre à un assujetti immatriculé, une formule de déclaration sur laquelle est transcrite la totalité ou une partie de l'état des informations.

L'assujetti doit corriger les informations qui se révèlent inexactes et compléter la déclaration, s'il y a lieu, avant de la déposer.

54. Si l'original d'un document qui doit être déposé au registre n'est pas disponible, l'inspecteur général peut en accepter une copie vidimée par une personne autorisée.

55. Lorsque l'inspecteur général ne peut, dès le dépôt d'un document, faire la mise à jour corrélative à l'index des documents déposés ou à l'état des informations, il doit sans délai inscrire à cet état une mention avisant qu'un document a été déposé et n'y apparaît pas encore.

56. L'inspecteur général peut, d'office ou sur demande, corriger un document qu'il a déposé ou un certificat qu'il a délivré, s'il est incomplet ou comporte une erreur d'écriture ou quelque autre erreur matérielle.

Lorsque la correction est substantielle, il l'effectue en déposant au registre un avis à cet effet, dont il remet un exemplaire à l'assujetti conformément à l'article 58. Dans le cas contraire, il corrige le document de la manière qu'il juge appropriée.

La correction rétroagit à la date du dépôt du document ou à celle du certificat, selon le cas.

57. L'inspecteur général peut, d'office ou sur demande, corriger, de la manière qu'il juge appropriée, un état des informations ou un index des documents déposés qui ne reflète pas fidèlement ces derniers.

Il peut de plus rectifier, à l'état des informations, une adresse mentionnée dans un document déposé au registre, lorsque celle-ci s'avère incomplète ou lorsqu'elle contient une erreur d'écriture ou un code postal inexact.

58. La remise d'un document à l'assujetti se fait en mains propres ou par l'envoi de ce document à l'adresse de son domicile inscrite au registre ou à celle de son fondé de pouvoir.

L'inspecteur général envoie le document à l'adresse qu'il croit raisonnablement être celle de l'assujetti, lorsqu'aucune adresse n'est disponible au registre ou lorsque l'adresse inscrite n'est pas exacte.

59. L'inspecteur général peut conclure une entente avec un ministère ou un organisme mandataire du gouvernement ou dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), prévoyant le transfert au registre d'un document produit par un assujetti auprès de ce ministère ou organisme, en vertu d'une autre loi, et contenant les mêmes informations qu'une déclaration requise par le chapitre IV.

Les ministères ou organismes visés au premier alinéa sont autorisés par la présente loi à conclure une telle entente et à transférer au registre le document visé.

Toutefois, dans les cas où l'assujetti fournit, dans le document à être transféré, des informations autres que celles requises pour les fins du registre, le ministère ou l'organisme ne doit transférer au registre que l'extrait ou la transcription approprié.

Le document, l'extrait ou la transcription transféré doit respecter les normes déterminées par l'entente quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé.

L'inspecteur général peut, conformément à la loi, conclure une entente similaire avec un ministère ou un organisme du gouvernement ou du Parlement du Canada, du gouvernement ou de la législature d'une province du Canada ou d'un autre État ou avec une organisation internationale.

60. L'inspecteur général est autorisé à transférer au registre un document produit chez lui par un assujetti, en vertu d'une autre loi qu'il administre et contenant les mêmes informations qu'une déclaration requise en vertu du chapitre IV, s'il ne transfère, dans les cas où le document contient des informations autres que celles requises pour les fins du registre, que l'extrait ou la transcription approprié.

61. L'assujetti doit avoir été préalablement informé par le ministère ou l'organisme d'un transfert effectué en vertu de l'un des articles 59 ou 60.

62. Le transfert vaut comme dépôt de la déclaration requise par le chapitre IV, si l'assujetti ne l'a pas déjà effectué. Le cas échéant, l'inspecteur général doit inscrire la date du transfert sur le document transféré et en remettre une copie à l'assujetti conformément à l'article 58.

Lorsque le transfert vise à remplacer la déclaration annuelle prévue à l'article 19, l'assujetti doit verser à l'inspecteur général les droits prescrits par règlement pour le dépôt de cette déclaration. Le transfert ne vaut comme dépôt que sur paiement de ces droits, lequel peut être différé jusqu'à ce que l'effet de commerce donné en paiement soit honoré. L'inspecteur général doit inscrire la date du paiement des droits sur le document transféré et n'a pas à remettre copie du document à l'assujetti.

63. L'inspecteur général peut, aux conditions qu'il détermine, convenir d'accorder à une personne ou à un groupement une ouverture de crédit aux fins du paiement des droits, droits supplémentaires et frais d'avis exigibles en vertu de la présente loi. Il peut y mettre fin, en tout temps, sans avis.

64. Le paiement des droits, droits supplémentaires et frais d'avis exigibles est fait en espèces ou au moyen d'un effet de commerce ou d'une carte de crédit agréée par le ministre des Finances.

Il peut aussi être fait par l'inscription du montant exigible au débit du compte du bénéficiaire d'une ouverture de crédit.

CHAPITRE VIII

RECOURS

SECTION I

APPEL D'UNE DÉCISION DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

65. Il peut être interjeté appel à la Cour provinciale d'une décision prise par l'inspecteur général en vertu du paragraphe 4° de l'article 47 concernant le nom contenu dans un document, sauf sur une question de compétence.

L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision par l'inspecteur général.

66. L'appel est formé par le dépôt, au greffe de la Cour provinciale du district du domicile ou du principal établissement au Québec du requérant ou de la résidence de son fondé de pouvoir, d'une requête signifiée à l'inspecteur général, à l'endroit désigné par règlement, dans les soixante jours suivant sa décision.

Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, la Cour provinciale peut permettre à une partie d'interjeter appel après l'expiration du délai prévu par le premier alinéa.

67. Dès la signification de cette requête, l'inspecteur général transmet à la Cour provinciale le dossier relatif à la décision qui fait l'objet de l'appel.

68. L'appel est entendu et jugé d'urgence.

69. Sous réserve de toute preuve additionnelle qu'il peut exiger, le tribunal rend son jugement sur le dossier qui lui est transmis, après avoir permis aux parties de faire valoir leur point de vue.

70. Le tribunal peut confirmer ou infirmer la décision qui fait l'objet de l'appel et décider toute mesure qu'il juge utile. Le jugement doit être écrit, motivé et signé par le juge qui l'a rendu.

71. Le greffier transmet une copie certifiée conforme du jugement à chacune des parties ainsi qu'à l'inspecteur général, à l'endroit désigné par règlement.

72. Le jugement de la Cour provinciale est sans appel.

73. Lorsque le jugement infirme la décision de l'inspecteur général, le requérant peut déposer au registre un document contenant le nom ayant fait l'objet de l'appel, à compter de la date de la signification du jugement à l'inspecteur général.

74. La Cour provinciale peut, de la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile, adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

SECTION II

AUTRES RECOURS

75. Une personne peut demander le changement d'un nom utilisé par un assujetti, lorsque ce nom n'est pas conforme à la loi ou aux règlements.

Le présent recours doit être intenté dans les cinq ans qui suivent le début de l'utilisation interdite du nom dont on demande le changement.

76. Une personne peut demander l'annulation du dépôt au registre d'une déclaration visée par la présente loi, lorsque ce dépôt a été fait sans droit.

77. Une personne autre que l'assujetti peut demander la rectification ou la suppression d'une information inexacte déclarée au registre.

78. Les demandes prévues à la présente section commencent par le dépôt d'une requête au greffe de la Cour provinciale du district du domicile ou du principal établissement au Québec de l'assujetti visé par la requête.

Si l'assujetti n'a pas de domicile ou d'établissement au Québec, la requête peut être déposée au greffe de la Cour provinciale du district dans lequel son fondé de pouvoir a son adresse.

La requête expose l'objet de la demande, les moyens sur lesquels elle est fondée et les conclusions recherchées.

79. La requête doit être accompagnée d'un avis de la date de sa présentation; elle doit avoir été signifiée aux intéressés et à l'inspecteur général, s'il y a lieu, à l'endroit désigné par règlement, au moins vingt jours avant cette date.

Le cas échéant, l'inspecteur général dépose au registre, en simple exemplaire, un avis de la signification de la requête.

80. Une partie à la requête fait sa preuve au moyen d'affidavits suffisamment détaillés pour établir tous les faits au soutien de ses prétentions.

Elle doit, avant la présentation de la requête, faire signifier à toute autre partie et à l'inspecteur général, s'il y a lieu, et produire au greffe ses affidavits ainsi que tous les documents qu'elle présente au soutien de ses prétentions. Toutefois, le requérant doit faire signifier ses affidavits en même temps que la requête.

81. En plus de la preuve par affidavits, les parties peuvent, si elles le désirent, présenter une preuve orale. De plus, avec l'autorisation du tribunal, elles peuvent produire des documents à l'audience.

82. Lors de la présentation de la requête, le tribunal entend les parties si le dossier est complet et peut rendre son jugement.

En cas contraire, le tribunal fixe la date de l'instruction. À tout moment de l'instruction, le tribunal peut ordonner, même d'office, la production de toute preuve additionnelle ou l'assignation de toute personne dont il estime le témoignage utile. Il peut aussi convoquer pour l'entendre toute personne dont les intérêts sont susceptibles d'être touchés par le jugement.

Le tribunal doit rendre un jugement écrit, motivé et signé par le juge qui l'a rendu.

83. Le greffier transmet sans délai une copie certifiée conforme du jugement aux parties ainsi qu'à l'inspecteur général, à l'endroit désigné par règlement.

Ce dernier doit déposer au registre, en simple exemplaire, un avis de réception du jugement.

84. Il peut être interjeté appel à la Cour d'appel de tout jugement rendu en vertu de la présente section.

85. Le jugement est exécutoire à l'expiration des délais d'appel.

86. S'il y a lieu, l'inspecteur général apporte les rectifications nécessaires au registre en y déposant la copie du jugement final.

87. La Cour provinciale peut, de la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile, adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

CHAPITRE IX

RÉGLEMENTATION

88. Le gouvernement peut, par règlement :

- 1° déterminer les éléments que doit contenir l'état des informations ;
- 2° déterminer les informations exigées en vertu de l'article 17 ;
- 3° prescrire la période de dépôt des déclarations annuelles ;
- 4° déterminer la manière d'inscrire au registre la mention prévue au paragraphe 2° de l'article 36 ;
- 5° prescrire les droits à payer pour la révocation de la radiation effectuée d'office ;
- 6° prescrire les droits à payer pour la consultation des documents déposés au registre ;
- 7° prescrire les droits à payer pour la consultation du registre par un moyen de télécommunication ;
- 8° prescrire les droits à payer pour la délivrance de copies ou extraits du registre, vidimés ou non ;
- 9° prescrire les droits à payer pour la délivrance d'attestations ;
- 10° établir des normes quant à la nature, à la qualité et au format du support utilisé pour les documents déposés au registre et quant à la disposition et à la forme du texte qui y est contenu ;
- 11° prescrire les droits à payer pour l'immatriculation des assujettis ainsi que pour le dépôt de documents au registre ;
- 12° prescrire les droits supplémentaires à payer pour le dépôt d'une déclaration annuelle après la période prescrite ;
- 13° déterminer des expressions qui ne peuvent pas être comprises dans les noms des assujettis ;
- 14° déterminer des critères servant à déterminer si un nom prête à confusion avec un autre ;

15° déterminer des cas et des critères servant à déterminer si le nom d'un assujetti laisse croire qu'il est lié à une autre personne ou à un autre groupement;

16° déterminer des cas dans lesquels un nom est de nature à induire les tiers en erreur;

17° déterminer les normes concernant la composition des noms des assujettis;

18° désigner l'endroit où l'inspecteur général reçoit signification des procédures et jugements prévus par la présente loi;

19° prescrire les frais d'avis prévus à l'article 100.

89. Le gouvernement peut, par règlement, établir des groupes d'assujettis; il peut également, par règlement, dispenser chacun de ces groupes, avec ou sans conditions, de tout ou partie des obligations résultant de la présente loi ou de ses règlements ou établir des règles ou des droits différents pour chacun d'eux.

90. Le gouvernement peut, dans l'exercice de son pouvoir de réglementation, établir des règles ou des droits différents selon:

- 1° les catégories d'assujettis visées à l'article 1;
- 2° la forme ou le régime juridique emprunté par les assujettis;
- 3° les activités exercées par les assujettis;
- 4° la nature du document déposé ou du support utilisé pour un document déposé;
- 5° le nombre de noms déclarés;
- 6° le nombre d'établissements déclarés.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS PÉNALES

91. Commet une infraction, tout assujetti qui fait défaut de déposer au registre:

- 1° la déclaration d'immatriculation exigée en vertu de l'article 13, dans le délai prévu à l'article 18;

2° la déclaration annuelle exigée en vertu de l'article 19, durant la période prescrite par règlement, à moins qu'il n'en soit exempté en vertu de l'un des articles 20 ou 27;

3° la déclaration modificative exigée en vertu du premier alinéa de l'article 22;

4° la déclaration exigée en vertu du premier alinéa de l'article 28.

92. Commet une infraction, la personne morale qui fait défaut de déposer au registre:

1° la déclaration modificative exigée en vertu de l'article 23, à moins qu'elle n'en soit exemptée en vertu de l'article 24;

2° la déclaration exigée en vertu de l'un des articles 25 ou 26.

93. Commet une infraction, tout assujetti qui:

1° dépose au registre une déclaration visée à l'un des articles 13, 19, 22, 23, 25 ou 26, au premier alinéa de l'article 28, à l'un des articles 29, 30 ou 32 ou au deuxième alinéa de l'article 44, qu'il sait être fausse, incomplète ou trompeuse;

2° utilise un nom interdit en vertu de l'un des paragraphes 1°, 2° ou 5° de l'article 105.

94. Les poursuites pénales résultant d'une infraction visée à l'un des articles 91 ou 92 ne peuvent être intentées en raison du dépôt tardif d'une déclaration, lorsque ce retard est dû au fait que l'inspecteur général a différé le dépôt de la déclaration, en vertu de l'article 48, si l'effet de commerce a été honoré.

95. L'assujetti qui commet l'infraction visée à l'un des articles 91, 92 ou 93, est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 2 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans suivant la dernière condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 400 \$ et d'au plus 4 000 \$.

96. Le tribunal qui déclare coupable un assujetti accusé d'une infraction prévue à l'une des dispositions des articles 91 ou 92 peut, en plus de l'amende, imposer au contrevenant le dépôt au registre du document qu'il était en défaut de déposer.

97. Tout administrateur, dirigeant, fondé de pouvoir ou personne chargée de l'administration de l'ensemble des biens d'un assujetti, qui a ordonné, autorisé ou conseillé la perpétration d'une infraction visée à l'une des dispositions des articles 91, 92 ou 93, ou qui y a consenti ou autrement participé, commet une infraction dans les cas où il savait ou aurait dû savoir que ces agissements auraient comme conséquence probable la perpétration de l'infraction.

Il est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 2 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans suivant la dernière condamnation pour une infraction prévue au premier alinéa, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins 400 \$ et d'au plus 4 000 \$.

98. Lorsqu'une infraction visée à l'une des dispositions des articles 91 ou 92 ou au paragraphe 2° de l'article 93 s'est étendue sur plus d'un jour, elle constitue une contravention continue.

Malgré le paragraphe 2° de l'article 12 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), la contravention continue peut être décrite sous un seul chef.

99. Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires.

Toutefois, le poursuivant signifie par la poste un avis d'infraction au contrevenant, sauf dans le cas d'une récidive. Cet avis constitue une dénonciation.

100. L'avis d'infraction décrit l'infraction, spécifie l'amende minimale et le montant des frais d'avis déterminé par règlement et indique au contrevenant qu'il peut, dans les vingt jours de la signification, remédier à son défaut en déposant, s'il y a lieu, les documents nécessaires au registre et en payant les frais d'avis ainsi que les droits et droits supplémentaires exigibles.

Si le contrevenant remédie à son défaut dans le délai indiqué à l'avis d'infraction, il est considéré comme ayant plaidé coupable. Le dépôt et le paiement ne peuvent cependant être considérés comme un aveu de responsabilité civile.

Dans le cas où le contrevenant ne remédie pas à son défaut dans le délai indiqué à l'avis d'infraction, cet avis est déposé devant un juge de paix et celui-ci peut délivrer une sommation.

101. L'omission de signifier l'avis d'infraction ne peut être invoquée à l'encontre du poursuivant et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été signifié, ni de faire la preuve de la signification.

Toutefois, le contrevenant qui, lors de la comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que l'avis d'infraction ne lui a pas été signifié, ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été tenu de payer en vertu de l'avis d'infraction.

102. Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou son représentant.

103. Une poursuite pénale doit être intentée dans un délai de deux ans après que l'infraction est parvenue à la connaissance de l'inspecteur général.

104. Aux fins des poursuites prévues au présent chapitre, tout renseignement concernant une personne morale assujettie est présumé exact, en l'absence de toute preuve contraire, si l'inspecteur général certifie qu'il lui provient de l'autorité qui a constitué cette personne morale.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

SECTION I

NOM

105. Un assujetti ne peut utiliser au Québec un nom qui :

1° comprend une expression que la loi ou les règlements réservent à autrui ou dont ils lui interdisent l'usage ;

2° comprend une expression qui évoque une idée immorale, obscène ou scandaleuse ;

3° prête à confusion avec un nom déjà utilisé par une autre personne ou un autre groupement au Québec, en tenant compte notamment des critères déterminés par règlement ;

4° laisse faussement croire que l'assujetti est lié à une autre personne ou à un autre groupement, notamment dans les cas et selon les critères déterminés par règlement ;

5° est de nature à induire les tiers en erreur, notamment dans les cas déterminés par règlement;

6° est contraire aux normes déterminées par règlement quant à sa composition.

106. Une société, une association, une fiducie ou un fonds commun de placement créé au Québec ou une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière ne peut adopter, lors de sa création ou après celle-ci, un nom qu'elle ne pourrait utiliser au Québec en vertu de l'article 105.

107. L'assujetti n'acquiert aucun droit sur un nom du seul fait du dépôt au registre d'un document le contenant.

SECTION II

DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

108. L'instruction d'une demande présentée par un assujetti non immatriculé, devant un tribunal ou un organisme exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, peut être suspendue, jusqu'à ce que cet assujetti s'immatricule, si un intéressé le requiert avant l'audition.

Toutefois, cette suspension ne peut être accordée si la demande présentée par une personne physique ne concerne pas l'activité en raison de laquelle elle est assujettie.

109. Un avocat ou un notaire dépose au registre la déclaration d'immatriculation exigée par la présente loi, lorsqu'il a exécuté les procédures ayant pour objet de constituer une personne morale autrement que par son immatriculation.

Toutefois, il n'est pas tenu de procéder au dépôt, si le client refuse de lui remettre le montant des droits prescrits.

110. À compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), la constitution de personnes morales, prévue par une loi d'intérêt privé qui constitue directement une personne morale, est sujette à l'immatriculation de ces personnes morales au registre.

L'immatriculation s'opère par le dépôt au registre de leur document constitutif, s'il en est ou, dans le cas contraire, d'une déclaration d'immatriculation.

111. À compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), le document qui modifie le document constitutif d'une personne morale, dont la constitution est prévue par une loi d'intérêt privé qui constitue directement une personne morale, doit être déposé au registre.

La modification n'a d'effet qu'à compter de ce dépôt.

112. À compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), la dissolution, prévue par une loi d'intérêt privé qui constitue directement une personne morale, de personnes morales dont la constitution est prévue par cette loi, est sujette à la radiation de l'immatriculation de ces personnes morales.

La radiation s'opère par le dépôt au registre d'une déclaration à cet effet.

113. La radiation, effectuée d'office, par l'inspecteur général, de l'immatriculation de personnes morales dont la constitution est prévue par une loi d'intérêt privé qui constitue directement une personne morale, emporte dissolution.

SECTION III

DISPOSITIONS ABROGATIVES ET MODIFICATIVES

114. La présente loi remplace la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1) et la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22).

CODE CIVIL DU BAS-CANADA

115. L'article 366 du Code civil du Bas-Canada est modifié par la suppression des paragraphes 2 et 3.

116. L'article 1834 de ce Code, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1902, l'article 5 du chapitre 62 des lois de 1923-1924, l'article 1 du chapitre 95 des lois de 1937 et l'article 91 du chapitre 77 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « remettre au protonotaire de la Cour supérieure de chaque district dans lequel le commerce ou l'affaire doit être fait, une déclaration par écrit en la forme et suivant les règles prescrites dans le statut intitulé: *Loi des déclarations des compagnies et des sociétés*. » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises une déclaration en la forme et suivant les règles prescrites par la Loi sur le registre des associations

et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*). »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « ce statut » par les mots « cette loi »;

3° par la suppression des troisième et quatrième alinéas.

117. L'article 1834*a* de ce Code, édicté par l'article 5821 des Statuts refondus de 1888, et l'article 1834*b*, édicté par l'article 1 du chapitre 29 des lois de 1905, sont abrogés.

118. L'article 1871 de ce Code, modifié par l'article 2 du chapitre 95 des lois de 1937 et remplacé par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est modifié par le remplacement de « conformément à la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272) » par les mots « par leur immatriculation au registre des associations et entreprises ».

119. L'article 1877 de ce Code, remplacé par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Cette déclaration doit également contenir toute autre information exigée par les articles 14, 15 et 17 de la Loi sur le registre des associations et entreprises.

Elle est signée par tous les associés et déposée au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation. ».

120. L'article 1878 de ce Code, remplacé par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est modifié par le remplacement des mots « d'enregistrement de la déclaration; à défaut d'enregistrement » par les mots « de son immatriculation; à défaut d'immatriculation ».

121. L'article 1879 de ce Code, remplacé par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « produire » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « de l'enregistrement » par les mots « du dépôt ».

122. L'article 1880 de ce Code, modifié par l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1925 et remplacé par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est modifié :

1° par le remplacement du mot « produite » par le mot « déposée »;

2° par le remplacement du mot « enregistrée » par le mot « déposée »;

3° par le remplacement des mots « d'enregistrement de » par les mots « de déposer »;

4° par le remplacement des mots « cet enregistrement » par les mots « ce dépôt ».

123. L'article 1888*b* de ce Code, édicté par l'article 1 du chapitre 99 des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

« **1888*b*.** Sauf convention contraire, la société peut être dissoute si la majorité des associés y consent. La radiation de l'immatriculation de la société opère cette dissolution et a lieu dès le dépôt d'une déclaration à cet effet au registre des associations et entreprises. ».

124. Ce Code est modifié par l'insertion, après l'article 1888*b*, du suivant:

« **1888*c*.** La société est aussi dissoute par la radiation de son immatriculation, effectuée d'office par l'inspecteur général des institutions financières, en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises. ».

125. L'article 1896*a* de ce Code, édicté par l'article 5822 des Statuts refondus de 1888, est modifié par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « dans la gazette officielle de Québec, et ».

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

126. L'article 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant:

« 3.1° au registre des associations et entreprises; ».

LOI SUR LES ASSURANCES

127. L'article 21 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « constituant une compagnie

d'assurance ne peuvent être délivrées » par les mots « ayant pour objet de constituer une compagnie d'assurance ne peuvent être accordées ».

128. L'article 37 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « délivrer » par le mot « accorder »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Ces modifications par lettres patentes » par les mots « Sur dépôt des lettres patentes au registre des associations et entreprises, ces modifications ».

129. L'article 39 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **39.** L'inspecteur général doit déposer les lettres patentes au registre des associations et entreprises. Un avis de ce dépôt doit être envoyé à l'éditeur officiel du Québec qui doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date du dépôt et les dispositions législatives abrogées par les lettres patentes. ».

130. L'article 41 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **41.** Sous réserve des autres dispositions législatives applicables, une compagnie d'assurance peut être dissoute par l'inspecteur général: »;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« La compagnie est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises.

L'inspecteur général effectue la radiation en déposant au registre un arrêté à cet effet.

Il peut, en la manière et aux conditions prévues à l'article 37 de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*), révoquer la radiation de l'immatriculation. Sous réserve des droits acquis par un tiers, l'immatriculation est réputée n'avoir jamais été radiée. ».

131. L'article 77 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « publier dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « publication » par les mots « date du dépôt ».

132. L'article 93.9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution à la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « du dépôt du décret ou de l'avis visé à l'un des articles 93.195, 93.202, 93.213 ou 93.272 au registre des associations et entreprises ».

133. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section V du chapitre III.1 du titre III, de l'article suivant:

« **93.12.1** Une société mutuelle d'assurance est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

134. L'article 93.19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

135. L'article 93.20 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« À cette fin, l'inspecteur général dépose au registre des associations et entreprises les statuts et les documents visés au paragraphes 2° et 4° de l'article 93.18. Ce dépôt opère immatriculation de la société mutuelle d'assurance.

L'inspecteur général expédie une copie des statuts et des documents déposés au registre à la fédération qui s'est engagée à accepter la société mutuelle d'assurance comme membre. ».

136. L'article 93.21 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « figurant sur le certificat de constitution » par les mots « de son immatriculation ».

137. L'article 93.22 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **93.22** La raison sociale d'une société mutuelle d'assurance doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement. ».

138. L'article 93.27 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **93.27** Lorsque l'inspecteur général attribue d'office une raison sociale à une société mutuelle d'assurance, il dépose au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet.

La modification prend effet à la date du dépôt de l'arrêté au registre.

L'inspecteur général expédie une copie de l'arrêté déposé à la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre. ».

139. L'article 93.36 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

140. L'article 93.37 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

141. L'article 93.38 de cette loi est abrogé.

142. L'article 93.102 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

143. L'article 93.110 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises » ;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« À cette fin, l'inspecteur général dépose les statuts de modification au registre des associations et entreprises.

La modification prend effet à la date du dépôt.

L'inspecteur général expédie une copie des statuts déposés à la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre. ».

144. L'article 93.111 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **93.111** L'inspecteur général peut, sur demande d'une société mutuelle d'assurance, mettre à jour les statuts de cette dernière.

À cette fin, l'inspecteur général dépose les statuts mis à jour au registre des associations et entreprises et en expédie une copie à la fédération dont la société mutuelle d'assurance est membre. ».

145. L'article 93.112 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « figurant sur le certificat » par les mots « de leur dépôt au registre des associations et entreprises ».

146. L'article 93.113 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « figurant sur le certificat » par les mots « du dépôt des statuts mis à jour au registre des associations et entreprises ».

147. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XVI du chapitre III.1 du titre III, de l'article suivant :

« **93.113.1** Une société mutuelle d'assurance est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

148. L'article 93.114 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « dissoudre » par les mots « radier l'immatriculation d' » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 3°, des mots « elle n'est pas dissoute » par les mots « son immatriculation n'est pas radiée ».

149. L'article 93.115 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « dissoudre » par les mots « radier l'immatriculation d' » ;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3°, des mots « de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises du décret ou de l'avis visé à l'un des articles 93.195, 93.202, 93.213 ou 93.272 » ;

3° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 4°, des mots « de la publication de l'avis de liquidation ou de dissolution » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises du décret ou de l'avis visé à l'un des articles 93.195, 93.202, 93.213 ou 93.272 ».

150. L'article 93.116 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « dissoudre » par les mots « radier l'immatriculation d' » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« Si, après avoir pris connaissance de ces observations, le ministre maintient l'avis de défaut, il le dépose au registre des associations et entreprises.

Si la société mutuelle d'assurance remédie, dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai prévu au premier alinéa, au défaut qui lui est reproché, le ministre procède à la révocation de l'avis de défaut en déposant au registre un arrêté à cet effet. Dans le cas contraire, le ministre ordonne à l'inspecteur général de radier l'immatriculation de la société mutuelle d'assurance. ».

151. L'article 93.117 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **93.117** L'inspecteur général radie l'immatriculation de la société mutuelle d'assurance en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. ».

152. L'article 93.120 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « dissolution » par les mots « radiation de l'immatriculation »;

2° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « la dissolution rétroactivement à la date de sa prise d'effet, en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « rétroactivement la radiation de l'immatriculation de la société mutuelle d'assurance en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne et dans la troisième ligne du troisième alinéa, du mot « dissolution » par le mot « radiation ».

153. L'article 93.121 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « et 93.12 » par « ,93.12 et 93.12.1 »;

2° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes, de « le premier alinéa et les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du deuxième alinéa » par les mots « les premier et deuxième alinéas »;

3° par le remplacement, dans la dixième ligne, du nombre « 93.38 » par le nombre « 93.37 ».

154. L'article 93.125 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

155. L'article 93.126 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Elle doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement. ».

156. L'article 93.187 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur le registre des associations et entreprises pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée. ».

157. L'article 93.195 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **93.195** Le liquidateur doit, dans les 10 jours de la décision du gouvernement d'ordonner la liquidation de la fédération, en aviser les membres et déposer le décret au registre des associations et entreprises. ».

158. L'article 93.197 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Si l'intérêt des membres de la fédération le justifie, le ministre peut mettre fin à la liquidation en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. ».

159. L'article 93.202 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « et publié à la *Gazette officielle du Québec* ainsi que » par les mots « , être déposé au registre des associations et entreprises et être publié ».

160. L'article 93.203 de cette loi est modifié par le remplacement de la première phrase par la suivante :

« **93.203** La liquidation de la fédération prend effet 60 jours à compter de la date du dépôt de l'avis de liquidation au registre des associations et entreprises. ».

161. L'article 93.209 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « de la publication de l'avis de liquidation de la fédération à la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises de l'avis de liquidation de la fédération ».

162. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XIII du chapitre III.2 du titre III, de l'article suivant:

«**93.209.1** Une fédération est dissoute par la radiation de son immatriculation, effectuée en vertu de la loi. ».

163. L'article 93.210 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «dissoudre» par les mots «radier l'immatriculation d'».

164. L'article 93.211 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot «dissoudre» par les mots «radier l'immatriculation d'»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Si, après avoir pris connaissance de ces observations, le ministre maintient l'avis de défaut, il le dépose au registre des associations et entreprises.

Si la fédération remédie, dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai prévu au premier alinéa, au défaut qui lui est reproché, le ministre procède à la révocation de l'avis de défaut en déposant au registre un arrêté à cet effet. Dans le cas contraire, le ministre peut ordonner à l'inspecteur général de radier l'immatriculation de la fédération. ».

165. L'article 93.212 de cette loi est abrogé.

166. Les articles 93.213 et 93.214 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**93.213** La radiation de l'immatriculation d'une fédération emporte la radiation de l'immatriculation de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée.

«**93.214** L'inspecteur général radie l'immatriculation de la fédération et de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises.

La radiation de l'immatriculation prend effet 60 jours après la date du dépôt de l'arrêté. ».

167. L'article 93.217 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « dissolution » par les mots « radiation de l'immatriculation »;

2° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « la dissolution rétroactivement à la date de la prise d'effet, en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « rétroactivement la radiation de l'immatriculation de la fédération et de la corporation de fonds de garantie qui lui est liée, en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. La révocation de la radiation emporte révocation rétroactive de la dissolution »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne et dans la troisième ligne du troisième alinéa, du mot « dissolution » par le mot « radiation ».

168. L'article 93.218 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, de « et 93.12 » par « , 93.12 et 93.12.1 »;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes, de « le premier alinéa et les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 6° du deuxième alinéa » par les mots « les premier et deuxième alinéas »;

3° par le remplacement, dans la septième ligne, du nombre « 93.38 » par le nombre « 93.37 ».

169. L'article 93.264 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur le registre des associations et entreprises pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée. ».

170. L'article 93.272 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **93.272** Le liquidateur doit, dans les 10 jours de la décision du gouvernement d'ordonner la liquidation de la corporation, en aviser les membres et déposer le décret au registre des associations et entreprises. ».

171. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93.273, de la section suivante:

«SECTION XII

«DISSOLUTION

«**93.273.1** Une corporation est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

172. L'article 94 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot «est», des mots «par son immatriculation au registre des associations et entreprises»,.

173. L'article 101 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots «en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire» par les mots «les dépose au registre des associations et entreprises»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ce dépôt opère immatriculation de la société.».

174. L'article 102 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «Dès la publication de cet avis» par les mots «À compter de la date de l'immatriculation».

175. L'article 103 de cette loi est abrogé.

176. L'article 104 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de «l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 101» par les mots «l'immatriculation».

177. L'article 105 de cette loi est modifié par la suppression, dans le paragraphe *b*, de «et de l'avis prévu à l'article 101».

178. L'article 106 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot «Elle» par les mots «La raison sociale d'une société de secours mutuels».

179. L'article 109 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le ministre modifie la raison sociale d'une société en déposant un avis à cet effet au registre des associations et entreprises. La modification entre en vigueur à la date du dépôt de cet avis ou à toute date ultérieure qui y est fixée.».

180. L'article 121 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots «après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*» par les mots «dépose un avis à cet effet au registre des associations et entreprises».

181. L'intitulé de la section XI du chapitre IV du titre III de cette loi est remplacé par le suivant:

«DISSOLUTION».

182. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XI du chapitre IV du titre III, de l'article suivant:

«**173.1** Une société de secours mutuels est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

183. L'article 174 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**174.** Sous réserve des autres dispositions applicables, l'immatriculation d'une société peut être radiée par l'inspecteur général après:»;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«L'inspecteur général effectue la radiation en déposant au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet.

Il peut, en la manière et aux conditions prévues à l'article 37 de la Loi sur le registre des associations et entreprises, révoquer la radiation de l'immatriculation. Sous réserve des droits acquis par un tiers, l'immatriculation est réputée n'avoir jamais été radiée.».

184. L'article 189 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « la délivrance » par les mots « l'inspecteur général à accorder ».

185. L'article 191 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **191.** Si le ministre accepte la requête, l'inspecteur général la dépose au registre des associations et entreprises, accompagnée de la convention, ou, dans le cas de compagnies, accorde des lettres patentes qu'il dépose au registre des associations et entreprises.

Ce dépôt opère immatriculation de la corporation issue de la fusion et radiation de l'immatriculation des corporations d'origine. ».

186. L'article 192 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **192.** À compter de la date du dépôt, la fusion est opérée et les corporations en faisant l'objet ne forment plus qu'une seule corporation sous la raison sociale établie par la convention. ».

187. L'article 198 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « la délivrance » par les mots « l'inspecteur général à accorder ».

188. L'article 199 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **199.** Si le ministre accepte la requête, l'inspecteur général dépose au registre des associations et entreprises un avis à cet effet ou, dans le cas de compagnies, accorde des lettres patentes qu'il dépose au registre des associations et entreprises.

Ce dépôt opère immatriculation de la nouvelle corporation et radiation de l'immatriculation de la corporation ayant demandé la conversion, laquelle est alors dissoute. ».

189. L'article 200 de cette loi est modifié par le remplacement des quatre premières lignes par ce qui suit :

« **200.** À compter de la date du dépôt, la nouvelle corporation jouit, sous ».

190. L'article 200.5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « de délivrer » par les mots « d'autoriser l'inspecteur général à accorder ».

191. L'article 200.6 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **200.6** Si le ministre accepte la requête, l'inspecteur général accorde des lettres patentes et les dépose au registre des associations et entreprises. ».

192. L'article 200.8 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **200.8** La présente loi s'applique à une compagnie continuée, à compter de la date du dépôt au registre des associations et entreprises de ses lettres patentes. ».

193. L'article 306 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Il doit de plus comporter les autres informations exigées par la Loi sur le registre des associations et entreprises pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée. ».

194. L'article 365 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) que son immatriculation au registre des associations et entreprises est radiée ou que sa charte est abrogée, annulée ou vient à expiration; ».

195. L'article 389 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Si l'intérêt des assurés le justifie, le ministre peut mettre fin à la liquidation en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. ».

196. L'article 395 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « et publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que » par les mots « , déposé au registre des associations et entreprises et publié ».

197. L'article 420 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *k* par le suivant:

« *k*) établir un tarif des honoraires exigibles pour l'octroi des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, pour la délivrance des permis et des certificats, pour le renouvellement des permis et des certificats ainsi que pour les inspections et états, et graduer, s'il le juge à propos, ce tarif des honoraires ou prévoir qu'aucun honoraire ne sera

payable, suivant la nature de la compagnie ou de la société, le montant de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente; »;

2° par la suppression du paragraphe *af*.

LOI SUR LES CAISSES D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE

198. L'article 5 de la Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de «à la publication suivant l'article 13 de ladite loi» par les mots «au dépôt au registre des associations et entreprises».

199. La formule 1 de l'annexe I de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du sixième alinéa, des mots «la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle du Québec*» par les mots «l'immatriculation au registre des associations et entreprises»;

2° par la suppression, à la fin, des mots «EXTRAIT DE LA *GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC* Volume: Numéro: Page: Date: ».

LOI SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

200. L'article 1 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) est modifié par l'addition, après le paragraphe *g*, du suivant:

«*h*) «registre»: le registre des associations et entreprises.».

201. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section II, de l'article suivant:

«**2.1** Une caisse d'épargne et de crédit est formée par son immatriculation au registre.».

202. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «cinq» par le mot «quatre».

203. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Les quatre exemplaires de la déclaration sont transmis au ministre. S'il approuve la formation de la caisse, le ministre les dépose au registre. Ce dépôt opère immatriculation de la caisse, qui est alors une corporation au sens du Code civil.

Trois exemplaires de la déclaration sont ensuite remis au secrétaire provisoire de la caisse, qui en conserve un dans les archives de la caisse et adresse les deux autres à la fédération à laquelle la caisse est affiliée. ».

204. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement des deux premières lignes par les suivantes : « 10. Le nom d'une caisse doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement et il ».

205. L'article 13 de cette loi est abrogé.

206. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de « la publication de l'avis prévu à l'article 8 » par les mots « l'immatriculation ».

207. L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans le paragraphe *c*, des mots « et de l'avis de formation publié dans la *Gazette officielle du Québec* ».

208. L'article 39 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de « publication suivant l'article 13 » par les mots « son dépôt au registre ».

209. L'article 95 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « cinq » par le mot « quatre ».

210. L'article 98 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « cinq » par le mot « quatre »;

2° par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « ainsi que »;

3° par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa et après le mot « affiliation », des mots « ainsi que des quatre exemplaires de l'acte d'accord ».

211. Les articles 99 et 100 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **99.** Avant d'accorder la requête, le ministre prend avis de l'inspecteur général.

« **100.** Le ministre, s'il accorde la requête, dépose au registre les quatre exemplaires de la requête et de l'acte d'accord. Ce dépôt opère immatriculation de la caisse résultant de la fusion et radiation de l'immatriculation des caisses fusionnées.

Trois exemplaires des documents déposés au registre sont remis au secrétaire de la caisse résultant de la fusion; celui-ci en conserve un exemplaire dans les archives de la caisse et adresse les deux autres à la fédération à laquelle la caisse est affiliée. ».

212. L'article 101 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « la publication de l'avis prévu à l'article 99 » par les mots « l'immatriculation ».

213. L'intitulé de la section XXII de cette loi est remplacé par le suivant:

« DISSOLUTION ».

214. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XXII, de l'article suivant:

« **108.1** Une caisse est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre, effectuée en vertu de la loi. ».

215. L'article 110 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des trois dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « passible. Cet avis est déposé au registre. »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

216. L'article 112 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **112.** Le décret de dissolution est déposé au registre. Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de la caisse. ».

217. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XXIV, de l'article suivant:

« **122.1** Une fédération est formée par son immatriculation au registre. ».

218. L'article 127 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **127.** Les deux exemplaires de la déclaration sont transmis au ministre. Ce dernier, s'il approuve la formation de la fédération, les dépose au registre. Ce dépôt opère immatriculation de la fédération, qui est alors une corporation au sens du Code civil. ».

219. L'article 148 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas par les suivants:

« Avant de donner son approbation à cette demande, le ministre prend avis de l'inspecteur général.

Le ministre, s'il approuve cette demande, la dépose au registre. À compter de la date de ce dépôt, le syndicat devient une caisse régie par la présente loi. ».

220. La formule 1 de l'annexe I de cette loi est modifiée par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du troisième alinéa, des mots « la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « l'immatriculation au registre des associations et entreprises ».

221. La formule 3 de l'annexe I de cette loi est modifiée par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du troisième alinéa, des mots « la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « l'immatriculation au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LE CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

222. L'article 18 de la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8) est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe e, de « sans être assujetti à la Loi sur la mainmorte (chapitre M-1) ».

LOI SUR LES CERCLES AGRICOLES

223. La Loi sur les cercles agricoles (L.R.Q., chapitre C-9) est modifiée par l'insertion, après l'article 3, du suivant:

« **3.1** Un cercle agricole est formé par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

224. L'article 4 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des deux dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit: « la formation de ce cercle, dépose au registre des associations et entreprises un avis à cet effet. Le dépôt de l'avis opère immatriculation du cercle agricole. »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Cet avis indique le nom du cercle et l'adresse de son siège social. ».

225. L'article 5 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des deux premières lignes par ce qui suit:

«**5.** À compter de la date de l'immatriculation, le cercle est une »;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « publié dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « déposé au registre des associations et entreprises ».

226. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 43, du suivant:

«**43.1** Un cercle visé par la présente loi est dissous par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

227. L'article 44 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « le déclarer dissous » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises un avis de radiation »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le dépôt de cet avis opère radiation de l'immatriculation du cercle. ».

228. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la quatrième ligne et après « *cas*) » », des mots « et aura son siège social à l'adresse suivante: ».

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

229. L'article 66 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « enregistrées en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (chapitre D-1) » par les mots « déclarées au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

230. L'article 458.14 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « dernière », des mots « , l'adresse de son siège social ».

231. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 458.15, du suivant:

«**458.15.1** La société est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

232. L'article 458.16 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**458.16** Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution autorisant la constitution de la société. Ce dépôt opère immatriculation de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier.».

233. L'article 458.17 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot «enregistrement» par le mot «immatriculation».

234. L'article 458.21 de cette loi est abrogé.

235. L'article 458.40 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**458.40** Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution modifiant les limites du district de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier.».

236. L'article 458.41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «d'enregistrement» par les mots «du dépôt au registre des associations et entreprises».

LOI SUR LES CLUBS DE CHASSE ET DE PÊCHE

237. La Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22) est modifiée par l'insertion, après le titre, de l'article suivant:

«**0.1** Un club de chasse et de pêche visé par la présente loi est constitué par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

238. L'article 1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « , par ordonnance, constituer en club » par les mots « rendre une ordonnance ayant pour objet de constituer en club »;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « Le dépôt de cette ordonnance au registre des associations et entreprises opère immatriculation du club. »;

3° par la suppression du troisième alinéa.

239. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement des deux dernières lignes par ce qui suit : « choses autres que les fins ci-dessus mentionnées, il peut radier l'immatriculation du club en déposant au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet. ».

LOI SUR LES CLUBS DE RÉCRÉATION

240. La Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I, de l'article suivant :

« **0.1** Un club de récréation visé par la présente loi est constitué par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

241. L'article 1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant :

« 3° En déposant au registre des associations et entreprises la déclaration et le certificat d'approbation du conseil municipal. »;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Le dépôt de ces documents au registre des associations et entreprises opère immatriculation du club. ».

242. L'article 2 de cette loi est abrogé.

243. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **4.** Les membres de l'association réunis en assemblée générale peuvent en tout temps, par résolution, changer le nom de l'association pourvu qu'un avis à cet effet soit déposé au registre des associations et entreprises.

Le changement prend effet à la date du dépôt de l'avis.».

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

244. L'article 130 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par la suppression, dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du deuxième alinéa, de ce qui suit: «ou à toute personne apparaissant comme tel dans le dernier rapport annuel soumis à l'inspecteur général des institutions financières en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (chapitre R-22)».

245. L'article 829 de ce Code est remplacé par le suivant:

«**829.** Le procureur général peut aussi, de la même manière, demander l'annulation ou la révocation de lettres-patentes accordées par la Couronne et, le cas échéant, l'annulation de leur dépôt au registre des associations et entreprises ou la radiation de l'immatriculation de la corporation:

1. lorsque les lettres-patentes ont été obtenues par dol ou accordées dans l'ignorance de quelque fait essentiel;
2. lorsque la personne à qui les lettres-patentes ont été accordées, ou ses ayants droit, en a violé les termes ou conditions, ou qu'elle a autrement encouru la déchéance de ses droits et intérêts en icelle.».

246. L'article 832 de ce Code est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du premier alinéa et après le mot «dissolution», des mots «et, le cas échéant, ordonne la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises. Celle-ci est effectuée par le dépôt au registre du jugement qui l'ordonne, par l'inspecteur général des institutions financières.».

CODE DU TRAVAIL

247. L'article 149 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié:

- 1° par le remplacement de la quatrième ligne du premier alinéa par ce qui suit: «ou, s'il s'agit d'un syndicat professionnel, ordonner la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, après lui avoir donné l'occasion d'être entendu et de faire toute»;

2° par le remplacement de la dernière ligne du deuxième alinéa par ce qui suit: « financières, qui la dépose au registre des associations et entreprises. »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation du syndicat professionnel. ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

248. L'article 647 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « dernière », des mots « , l'adresse de son siège social ».

249. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 648, du suivant:

« **648.1** La société est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

250. L'article 649 de ce code est remplacé par le suivant:

« **649.** Le secrétaire-trésorier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution autorisant la constitution de la société. Ce dépôt opère immatriculation de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au secrétaire-trésorier. ».

251. L'article 650 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « enregistrement » par le mot « immatriculation ».

252. L'article 654 de ce code est abrogé.

253. L'article 673 de ce code est remplacé par le suivant:

« **673.** Le secrétaire-trésorier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution modifiant les limites du district de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au secrétaire-trésorier. ».

254. L'article 674 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « d'enregistrement » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT
GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

255. L'article 6 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29) est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe *h* du premier alinéa, de « sans être assujetti à la Loi sur la mainmorte (chapitre M-1) ».

LOI SUR LES COMPAGNIES

256. Les articles 1.2, 2, 2.1, 2.2 et 2.3 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) sont abrogés.

257. Les articles 2.5 et 2.6 de cette loi sont abrogés.

258. L'article 2.7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **2.7** Les documents établis par l'inspecteur général en vertu de la présente loi le sont en double exemplaire. ».

259. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2.8, des suivants :

« **2.9** L'inspecteur général peut, aux conditions qu'il détermine, convenir d'accorder à une personne ou à un groupement une ouverture de crédit aux fins du paiement des sommes dues en vertu de la présente loi. Il peut y mettre fin en tout temps, sans avis.

« **2.10** Le paiement des droits et honoraires exigibles en vertu de la présente loi est fait en espèces ou au moyen d'un effet de commerce ou d'une carte de crédit agréée par le ministre des Finances.

Il peut aussi être fait par l'inscription du montant exigible au débit du compte du bénéficiaire d'une ouverture de crédit.

Lorsque des droits et honoraires exigibles en vertu de la présente loi sont payés au moyen d'un effet de commerce, l'inspecteur général peut refuser d'accomplir l'acte pour lequel ces droits et honoraires sont versés, jusqu'à ce que l'effet de commerce soit honoré. ».

260. L'intitulé de la partie I de cette loi est remplacé par le suivant :

«COMPAGNIES CONSTITUÉES PAR DÉPÔT
DE LETTRES PATENTES».

261. L'article 3 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7° du premier alinéa, du suivant :

« 8° Le mot « registre » signifie le registre des associations et entreprises. ».

262. L'article 3.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **3.1** Dans la présente partie, on entend par « acte constitutif » selon le cas, le mémoire des conventions, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires et les avis visés aux articles 21 et 87 ou, lorsque la disposition s'applique aux compagnies régies par la partie IA, les statuts de ces dernières. ».

263. L'article 4 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe 2, du mot « modifiant » par les mots « ayant pour objet de modifier » ;

2° par le remplacement de la dernière phrase du paragraphe 2 par la suivante : « L'inspecteur général dépose ces lettres patentes au registre ; à compter de la date de ce dépôt, la charte de la compagnie est modifiée. ».

264. L'article 6 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des quatre premières lignes par ce qui suit :

« **6.** L'inspecteur général peut accorder des lettres patentes sous ses seing et sceau à tout nombre de personnes, n'étant pas moindre que trois, qui en font la demande par requête ; le dépôt au registre de ces lettres patentes par l'inspecteur général opère immatriculation de la compagnie. L'immatriculation constitue les requérants, ainsi que les autres personnes » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « délivrées » par le mot « accordées ».

265. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du deuxième alinéa par le suivant :

« 1° La dénomination sociale de la compagnie, qui doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement ; ».

266. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La requête et un mémoire des conventions sont rédigés sur une formule fournie à cette fin ou autorisée par l'inspecteur général. ».

267. Les articles 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

268. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes sont déposées au registre par l'inspecteur général. Elles ont effet à compter de la date du dépôt des lettres patentes originales, sous réserve des droits acquis par les tiers. ».

269. L'article 14 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la douzième ligne du paragraphe 1, du mot « constituant » par les mots « ayant pour objet de constituer » ;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. L'inspecteur général doit déposer les lettres patentes au registre. Ce dépôt opère immatriculation de la nouvelle compagnie et radiation de l'immatriculation de l'ancienne compagnie. » ;

3° par le remplacement des deux premières lignes du paragraphe 4 par ce qui suit :

« 4. À compter de la date de l'immatriculation de la nouvelle compagnie, tous les droits, biens et obligations de l'ancienne ».

270. L'article 17 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des deux dernières lignes du premier alinéa par ce qui suit : « supplémentaires qu'il dépose au registre. » ;

2° par le remplacement de la première ligne du deuxième alinéa par ce qui suit : « À compter de la date du dépôt des ».

271. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement des quatrième, cinquième et sixième lignes du paragraphe 5 par ce qui suit : « l'inspecteur général doit déposer les lettres patentes au registre. Ce dépôt opère immatriculation de la nouvelle compagnie et radiation de l'immatriculation des compagnies fusionnées. À compter de la date de l'immatriculation, les ».

272. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « changeant » par les mots « ayant pour objet de changer ».

273. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement des quatre premières lignes par ce qui suit :

« **20.** L'inspecteur général dépose au registre les lettres patentes supplémentaires mentionnées à l'article 19. À compter de la date du dépôt ».

274. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Un tel règlement doit être soumis à l'approbation de l'inspecteur général et ce dernier, s'il l'approuve, dépose au registre un avis spécifiant le changement. À compter de la date de ce dépôt, la compagnie est désignée sous sa nouvelle dénomination sociale. ».

275. L'article 23 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2 et après le mot « droits », des mots « ou prévoir qu'aucun droit ne sera payable, » ;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne sont accordées en vertu de la présente partie qu'après que tous les droits et honoraires exigibles, en vertu de la présente loi et de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*), aient été dûment payés. » ;

3° par la suppression du sous-paragraphe 1° du paragraphe 4.

276. L'article 24 de cette loi est abrogé.

277. L'article 25 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « et les formules ».

278. La section XI de la partie I de cette loi est abrogée.

279. L'intitulé de la section XII de la partie I de cette loi est remplacé par le suivant :

280. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XII de la partie I, de l'article suivant :

« **27.1** Une compagnie est dissoute par la radiation de son immatriculation, effectuée en vertu de la loi. ».

281. L'article 28 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

« **28.** Une compagnie peut, sur demande, obtenir la radiation de son immatriculation, si elle démontre à l'inspecteur général : » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 4°, des mots « dans la *Gazette officielle du Québec* et » par les mots « par le dépôt au registre d'une déclaration modificative et par une annonce à cet effet ».

282. L'article 28.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **28.1** L'inspecteur général peut, si la compagnie s'est conformée à l'article 28, radier l'immatriculation de cette dernière.

La radiation s'opère par le dépôt d'un arrêté à cet effet au registre.

La radiation peut prendre effet à une date postérieure au dépôt de l'arrêté qui y est indiquée. ».

283. L'article 29 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du nombre « 28 » par le nombre « 28.1 » ;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne, du mot « ledit » par le mot « l' ».

284. L'article 31 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « des lettres patentes » par les mots « de son immatriculation » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 4 du deuxième alinéa, des mots « d'abandonner sa charte » par les mots « de demander la radiation de son immatriculation ».

285. L'article 32 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots «; et elle doit donner avis de la situation et de tout changement de ce bureau dans la *Gazette officielle du Québec*, suivant la formule prescrite par l'inspecteur général».

286. L'article 40 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les cinquième, sixième, septième et huitième lignes, des mots «en donne avis immédiatement dans la *Gazette officielle du Québec*, suivant la formule qu'il prescrit; et, après cette publication, mais à compter de la date des lettres patentes supplémentaires» par les mots «dépose les lettres patentes supplémentaires au registre. À compter de la date du dépôt»;

2° par le remplacement, dans la onzième ligne, du mot «constituant» par les mots «ayant pour objet de constituer».

287. L'article 49 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 2 par ce qui suit: «ensuite être confirmé par lettres patentes supplémentaires déposées au registre par l'inspecteur général. À compter de la date du dépôt, le compromis ou arrangement».

288. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne et dans la cinquième ligne du sous-paragraphe a du deuxième alinéa du paragraphe 1, des mots «de l'émission» par les mots «du dépôt au registre».

289. L'article 63 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne et après le mot «supplémentaires», des mots «déposées au registre par l'inspecteur général».

290. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième lignes par ce qui suit: «supplémentaires et les déposer au registre. À compter de la date du dépôt, le».

291. L'article 87 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «changer son siège social pourvu qu'il soit fixé» par les mots «transférer son siège social dans une autre localité»;

2° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, des mots «une copie, certifiée sous le sceau de la

compagnie, n'en ait été remise à l'inspecteur général » par les mots « un avis spécifiant le changement ne soit déposé au registre »;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le changement prend effet à la date du dépôt de l'avis au registre. ».

292. L'article 119 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes, de ce qui suit : « l'avis de constitution de la compagnie inséré dans la *Gazette officielle du Québec* fait preuve, par lui-même, de ce qu'il contient ; et lors de la production de l'acte constitutif ou d'une copie ou d'un duplicata officiel, ledit avis est présumé avoir été donné ».

293. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre IV de la partie IA, de l'article suivant :

« **123.8.1** Une compagnie est constituée par son immatriculation au registre. ».

294. L'article 123.11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.11** Les statuts de la compagnie doivent être signés par chacun des fondateurs. ».

295. L'article 123.14 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, les fondateurs n'ont pas à joindre aux statuts la liste des administrateurs et l'avis établissant l'adresse du siège social de la compagnie s'ils déposent au registre, en même temps que les statuts, la déclaration visée à l'article 25 de la Loi sur le registre des associations et entreprises. ».

296. L'article 123.15 de cette loi est abrogé.

297. L'article 123.16 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.16** Le dépôt des statuts au registre opère immatriculation de la compagnie.

L'immatriculation prend effet à la date attribuée par l'inspecteur général au certificat de constitution établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises. À compter de cette date, la compagnie est une corporation au sens du Code civil. ».

298. L'article 123.21 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **123.21** La dénomination sociale d'une compagnie doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement. ».

299. L'article 123.24 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « peut », des mots « , par avis déposé au registre, ».

300. L'article 123.25 de cette loi est abrogé.

301. Les articles 123.26 et 123.27 de cette loi sont remplacés par le suivant:

« **123.26** À défaut pour la compagnie de se conformer à l'ordonnance dans les soixante jours de la remise de l'avis, l'inspecteur général peut annuler le numéro matricule de la compagnie et lui attribuer d'office une dénomination sociale, en déposant au registre un arrêté à cet effet.

La dénomination sociale attribuée est réputée avoir été demandée par la compagnie. ».

302. L'article 123.28 de cette loi est abrogé.

303. L'article 123.30 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « enregistrement » par les mots « dépôt au registre ».

304. L'article 123.31 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° les documents déposés au registre en vertu de la présente partie contiennent des renseignements véridiques; ».

305. L'article 123.35 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **123.35** La compagnie peut, dans les limites du district judiciaire indiqué dans ses statuts, changer l'adresse de son siège social. ».

306. L'article 123.36 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

307. L'article 123.37 de cette loi est abrogé.

308. L'article 123.81 de cette loi est abrogé.

309. L'article 123.103 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 5 des lois de 1987, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « le certificat approprié ne soit établi » par les mots « les statuts de modification ne soient déposés au registre ».

310. L'article 123.104 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.104** Les statuts de modification doivent être déposés au registre. ».

311. L'article 123.105 de cette loi est abrogé.

312. L'article 123.106 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « figurant sur le certificat l'attestant » par les mots « attribuée par l'inspecteur général au certificat de modification établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

313. L'article 123.108 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.108** Une copie du jugement doit être jointe aux statuts lorsque ceux-ci confirment un compromis ou un arrangement sanctionné par le juge conformément à l'article 49. ».

314. L'article 123.109 de cette loi est abrogé.

315. L'article 123.110 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « figurant sur le certificat l'attestant » par les mots « attribuée par l'inspecteur général au certificat de modification établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

316. L'article 123.111 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 1°, des mots « , ainsi que le dernier avis de l'adresse de son siège social et la dernière liste des ses administrateurs » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 3°, des mots « et prénom » par les mots « ,prénom, adresse et profession ».

317. L'article 123.117 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

318. L'article 123.118 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.118** Les statuts de fusion, signés par un des administrateurs de chacune des compagnies qui fusionnent, sont déposés au registre. ».

319. L'article 123.119 de cette loi est abrogé.

320. L'article 123.120 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « figurant sur le certificat de fusion » par les mots « attribuée par l'inspecteur général au certificat de fusion établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

321. L'article 123.133 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « le certificat ne soit établi » par les mots « les statuts de continuation ne soient déposés au registre ».

322. L'article 123.135 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.135** Les statuts de continuation doivent être déposés au registre. ».

323. Les articles 123.136 et 123.137 de cette loi sont abrogés.

324. L'article 123.138 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « figurant sur le certificat de continuation » par les mots « attribuée par l'inspecteur général au certificat de continuation établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

325. L'article 123.139.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « le certificat ne soit établi » par les mots « les statuts de continuation ne soient déposés au registre ».

326. L'article 123.139.4 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, de « et des autres documents prévus par l'article 123.14 ».

327. L'article 123.139.5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.139.5** Les statuts de continuation doivent être déposés au registre. ».

328. L'article 123.139.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « figurant sur le certificat

de continuation » par les mots « attribuée par l'inspecteur général au certificat de continuation établi en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

329. L'intitulé du chapitre XIX de la partie IA de cette loi est remplacé par le suivant :

« RECTIFICATION ET ANNULATION DES STATUTS ET
RADIATION DE L'IMMATRICULATION ».

330. L'article 123.142 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.142** Les statuts modifiant l'illégalité ou l'irrégularité ou insérant la disposition requise par la présente loi doivent être déposés au registre. Le cas échéant, une copie du jugement doit être jointe aux statuts. ».

331. L'article 123.143 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.143** La modification rétroagit à la date attribuée par l'inspecteur général au certificat accompagnant les statuts que l'on modifie, à moins que les statuts de modification ou le jugement ne prévoient une date ultérieure. ».

332. L'article 123.144 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **123.144** Sur demande d'un intéressé ou de l'inspecteur général, le tribunal peut ordonner la radiation de l'immatriculation d'une compagnie, annuler le dépôt de ses statuts ou prendre toute mesure qu'il juge utile, lorsque le dépôt des statuts a été fait illégalement ou lorsque ceux-ci contiennent des dispositions illégales ou des énonciations mensongères ou erronées.

L'inspecteur général est mis en cause, lorsque la demande est faite par une autre personne.

Le tribunal transmet copie du jugement à l'inspecteur général qui la dépose au registre.

La radiation de l'immatriculation de la compagnie ou l'annulation du dépôt de ses statuts prend effet à la date du dépôt au registre du jugement ou à une date ultérieure qui y est indiquée. ».

333. Les articles 123.158, 123.159 et 123.160 de cette loi sont abrogés.

334. L'article 123.161 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « certificat », de « visé à l'un des articles 123.16, 123.106, 123.110, 123.120, 123.138, 123.139.6 et 123.143 ».

335. Les articles 123.162, 123.163 et 123.164 de cette loi sont abrogés.

336. L'article 123.169 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des paragraphes 1°, 2° et 3°;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° déterminer les documents qui doivent être déposés au registre en vertu des articles 123.14 et 123.139.4; »;

3° par la suppression du paragraphe 5°.

337. L'article 123.170 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première, deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « , autres que ceux prévus par le paragraphe 5° de l'article 123.169 ou ceux établissant ou modifiant des droits à payer, ».

338. L'article 123.171 de cette loi est abrogé.

339. L'article 124 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 8°, du suivant:

« 9° L'expression « registre » signifie le registre des associations et entreprises. ».

340. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 126, du suivant:

« **126.1** La compagnie dépose, sans délai, sa charte au registre. Ce dépôt opère immatriculation. ».

341. L'article 128 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « certificats ou »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « exigibles », des mots « en vertu de la présente loi et de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

342. La section IV de la partie II de cette loi est abrogée.

343. L'intitulé de la section V de la partie II de cette loi est remplacé par le suivant :

« DE LA DISSOLUTION DES COMPAGNIES ».

344. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section V de la partie II, de l'article suivant :

« **130.1** Une compagnie est dissoute par la radiation de son immatriculation, effectuée en vertu de la loi. ».

345. L'article 131 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des deux premières lignes du paragraphe 1 par ce qui suit :

« **131.** 1. Une compagnie peut, sur demande, obtenir la radiation de son immatriculation, si elle démontre à l'inspecteur général : » ;

2° par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1, des mots « qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, en publiant cet avis une fois dans la *Gazette officielle du Québec*, et » par les mots « de son intention de demander sa dissolution, par le dépôt au registre d'une déclaration modificative et par une annonce à cet effet, » ;

3° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. L'inspecteur général peut, si la compagnie s'est conformée au paragraphe 1, radier l'immatriculation de cette dernière.

La radiation s'opère par le dépôt d'un arrêté à cet effet au registre.

La radiation peut prendre effet à une date postérieure au dépôt de l'arrêté, qui y est indiquée. ».

346. L'article 134 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe *q* du deuxième alinéa, des mots « d'abandonner sa charte » par les mots « de demander la radiation de son immatriculation ».

347. L'article 135 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de ce qui suit : « ; et elle doit donner avis de la situation et de tout changement de ce bureau dans la *Gazette officielle du Québec*, suivant la formule prescrite par l'inspecteur général ».

348. L'article 147 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 2, par ce qui suit: «supplémentaires, selon le cas, déposées au registre par l'inspecteur général. À compter de la date du dépôt, le compromis ou».

349. L'article 157 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième lignes par ce qui suit: «le règlement et les déposer au registre. À compter de la date du dépôt, le capital de la».

350. L'article 180 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots «une copie, certifiée sous le sceau de la compagnie, n'en ait été remise à l'inspecteur général» par les mots «un avis spécifiant le changement ne soit déposé au registre»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le changement prend effet à la date du dépôt de l'avis au registre.».

351. L'article 216 de cette loi est modifié par l'addition après le paragraphe 3° du suivant:

«4° Le mot «registre» signifie le registre des associations et entreprises.».

352. L'article 218 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

«**218.** L'inspecteur général peut accorder des lettres patentes sous ses seing et sceau»;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «Cette charte» par les mots «L'inspecteur général dépose ces lettres patentes au registre. Ce dépôt opère immatriculation. L'immatriculation»;

3° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot «délivrées» par le mot «accordées».

353. L'article 219 de cette loi est modifié:

1° par la suppression dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots « rédigée conformément à la formule qu'il prescrit, »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant :

« *a*) La dénomination sociale projetée de la corporation, qui doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement ; »;

3° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. La requête et un mémoire des conventions sont rédigés sur une formule fournie à cette fin ou autorisée par l'inspecteur général. ».

354. L'article 220 de cette loi est abrogé.

355. L'article 221 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « constituant » par les mots « ayant pour objet de constituer »;

2° par le remplacement des quatre premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit : « L'inspecteur général dépose les lettres patentes au registre. Ce dépôt opère immatriculation de la nouvelle corporation et radiation de l'immatriculation de l'ancienne. À compter de la date de l'immatriculation, tous les droits, biens et obligations »;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne du troisième alinéa, des mots « l'obtention des lettres patentes » par les mots « l'immatriculation ».

356. L'article 224 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « 11 ; ».

357. L'intitulé de la section IV de la partie III de cette loi est remplacé par le suivant :

« DES ENQUÊTES ET DE LA RADIATION DE L'IMMATRICULATION ».

358. Les articles 228 et 229 de cette loi sont abrogés.

359. L'article 231 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième lignes par ce qui suit : « social d'une corporation peut ordonner la radiation de l'immatriculation de cette dernière sur requête de l'inspecteur général ».

360. L'article 232 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **232.** Le juge, si la preuve offerte sur cette requête justifie qu'elle doit être accordée, ordonne la radiation de l'immatriculation de la corporation concernée.

La radiation de l'immatriculation de la corporation concernée est effectuée par le dépôt de ce jugement au registre par l'inspecteur général des institutions financières. ».

LOI SUR LES COMPAGNIES DE CIMETIÈRE

361. L'article 1 de la Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40) est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « délivrer » par le mot « accorder »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Le dépôt des lettres patentes au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la corporation. »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « délivrées » par le mot « accordées ».

362. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Ces lettres patentes constituent » par les mots « L'immatriculation constitue »;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « créée par telles lettres patentes ».

363. L'article 5 de cette loi est abrogé.

364. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, du nombre « 28 » par « 27.1 à 29 ».

365. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

« **8.1** Une corporation visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

366. L'article 11 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la huitième ligne du premier alinéa, des mots « constituant en corporation » par le mot « à »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Le dépôt des lettres patentes au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la corporation. L'immatriculation constitue les requérants en corporation pour les objets ci-dessus. »;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de « , 4 et 5 » par « et 4 ».

367. La section IV de cette loi est abrogée.

LOI SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

368. L'article 2 de la Loi sur les compagnies de fidéicomis (L.R.Q., chapitre C-41) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 6°, des mots « en vertu » par « au registre des compagnies de fidéicomis tenu en vertu de l'article 21 ».

369. L'article 3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 2 et après le mot « corporation », des mots « par leur immatriculation au registre des associations et entreprises ou ».

370. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section III, de l'article suivant:

« **3.1** Une compagnie visée à la présente section est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

371. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement des trois premières lignes par ce qui suit:

« **4.** Le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, accorder des lettres patentes sous le grand sceau à tout nombre de personnes ».

372. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant:

« **4.1** Le dépôt des lettres patentes au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la compagnie. ».

373. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par les suivants:

«L'inspecteur général dépose au registre des associations et entreprises l'avis d'approbation du gouvernement.

L'acte d'accord prend effet à compter de la date du dépôt ou d'une date postérieure fixée par le gouvernement.

Le dépôt de l'acte d'accord visé au paragraphe *a* du premier alinéa opère immatriculation de la compagnie de fidéicommiss issue de la fusion et radiation de l'immatriculation des compagnies parties à l'acte d'accord. ».

374. L'article 19 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « solvables », des mots « et immatriculées au registre des associations et entreprises ».

375. L'article 27 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1° du premier alinéa.

376. L'article 28 de cette loi est abrogé.

377. L'article 31 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

378. L'article 40 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6° du premier alinéa, du suivant :

« 6.1° Les autres informations exigées par la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*) pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée; ».

379. L'article 44 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1°, des mots « constitution en corporation des compagnies » par les mots « demande d'octroi de lettres patentes aux personnes désirant se constituer en compagnie »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« S'il le juge à propos, le gouvernement peut graduer ce tarif des droits et honoraires, ou prévoir qu'aucun droit ne sera payable, suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente. ».

380. La Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I, de l'article suivant :

« **0.1** Une compagnie visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

381. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « se sont constituées » par les mots « désirent se constituer ».

382. L'article 6 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « L'un des doubles de la » par le mot « La »;

2° par le remplacement des deux dernières lignes par ce qui suit : « registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation de la compagnie. ».

383. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1°, des mots « par laquelle les signataires se sont formés en compagnie » par « visée à l'article 5 ».

384. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « enregistrée » par le mot « déposée ».

385. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes par ce qui suit : « velles pour que les administrateurs croient désirable d'en donner avis au registre des associations et entreprises, le président dépose au registre la nouvelle liste de souscripteurs. Cette nouvelle liste est censée dès lors faire partie de la déclaration originale. ».

386. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement des deux dernières lignes par ce qui suit : « cette décision doit être enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où sont situés ces ouvrages. ».

387. L'article 56 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, des suivants :

« Lorsque cessent les pouvoirs d'une compagnie, elle est tenue de déposer un avis de radiation au registre des associations et entreprises.

Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de la compagnie. ».

388. L'article 64 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Les compagnies fusionnent en déposant au registre des associations et entreprises un avis à cet effet. ».

389. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section XII, de l'article suivant:

« **64.1** Toute compagnie constituée en vertu de la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

390. L'article 65 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « déclarer » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises un avis de radiation de l'immatriculation de »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de « , dissoute, et » par les mots « et déclarer »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le dépôt de cet avis opère radiation de l'immatriculation de la compagnie. ».

391. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la sixième ligne et après « *compagnie,* »), des mots « et aura son siège social (*insérer l'adresse du siège social*) ».

LOI SUR LES COMPAGNIES DE GARANTIE

392. L'article 2 de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., chapitre C-43) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, de « les articles 8 et 9 » par « l'article 8 ».

393. L'article 6 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Établit qu'elle a le pouvoir de souscrire des cautionnements et a obtenu de l'autorité compétente un permis l'autorisant à se livrer aux opérations d'assurance de garantie au Québec, ou, si elle est

constituée en corporation au Québec, qu'elle a le pouvoir de se porter caution en justice; »;

2° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° Établit qu'elle est immatriculée au registre des associations et entreprises; ».

394. L'article 9 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES COMPAGNIES DE GAZ, D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

395. L'article 1 de la Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44) est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « au moyen de l'enregistrement ».

396. L'intitulé de la section II de cette loi est remplacé par le suivant :

« DE LA FORMATION ET DE LA DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE ».

397. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section II, de l'article suivant :

« **4.1** Une compagnie visée par la présente loi est formée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

398. L'article 5 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 1° et après le mot « collectif », des mots « et le siège social ».

399. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **8.** La déclaration, accompagnée du certificat du maire ou magistrat qui en atteste la reconnaissance et du règlement du conseil de la municipalité, est déposée au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation de la compagnie. ».

400. L'article 9 de cette loi est modifié par la suppression, dans la dernière ligne, des mots « l'état ou ».

401. Les articles 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

402. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

« **13.1** Une compagnie formée en vertu de la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

LOI SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ET DE TÉLÉPHONE

403. La Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I de la partie I, de l'article suivant :

« **0.1** Une compagnie visée à la présente partie est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

404. L'article 1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « une charte » par les mots « des lettres patentes ».

405. L'article 4 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des trois dernières lignes du paragraphe 1 par ce qui suit : « requérants des lettres patentes sous le grand sceau. » ;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. Le ministre dépose les lettres patentes au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation de la compagnie. À compter du jour de l'immatriculation, les requérants, ainsi que les autres personnes qui deviennent subséquentement actionnaires de la compagnie, sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. ».

406. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit : « patentes supplémentaires ayant pour objet de modifier les premières, lesquelles sont déposées au registre des associations et entreprises et prennent effet à la date de leur dépôt. ».

407. L'article 14 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne et après le mot « compagnie », des mots « et qu'il est déposé un avis de radiation au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de l'association ou de la compagnie ».

408. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21, de la section suivante :

« SECTION V

« DE LA DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE

« **21.1** Une compagnie est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

409. L'article 25 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du deuxième alinéa et après le mot « compagnie », des mots « et qu'il est déposé un avis de radiation au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de l'association ou de la compagnie. ».

LOI SUR LES COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

410. La Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46) est abrogée.

LOI SUR LES COMPAGNIES MINIÈRES

411. L'article 1 de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47) est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « Québec », des mots « ou par le dépôt de telles lettres patentes au registre des associations et entreprises ».

412. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° Établit qu'elle est immatriculée au registre des associations et entreprises. ».

413. L'article 15 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « et du dépôt, au greffe de la Cour supérieure du district où sera situé le bureau principal de la compagnie, d'une copie de la *Gazette officielle du Québec* contenant cet avis »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

414. L'article 16 de cette loi est abrogé.

415. L'article 20 de cette loi est abrogé.

416. La formule 1 de cette loi est modifiée par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

LOI SUR LA CONSTITUTION DE CERTAINES ÉGLISES

417. La Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63) est modifiée par l'insertion, après le titre, de l'article suivant:

«**0.1** Une corporation visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

418. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«5° L'adresse de son siège social ainsi que l'endroit où ont lieu les principales assemblées;».

419. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «et ladite» par les mots «en déposant au registre des associations et entreprises, un avis indiquant le nom et l'adresse de la congrégation. Le dépôt de cet avis opère immatriculation. Ladite».

420. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

«**12.1** Une corporation visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

LOI SUR LES COOPÉRATIVES

421. La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre III du titre I, de l'article suivant:

«**6.1** Une coopérative est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

422. L'article 13 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «par règlement du gouvernement» par les mots «en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*)»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« À cette fin, il dépose au registre des associations et entreprises les statuts accompagnés des avis prévus aux paragraphes 2° et 4° de l'article 12. Ce dépôt opère immatriculation de la coopérative. ».

423. L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « figurant sur les statuts de constitution » par les mots « de son immatriculation ».

424. L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **15.** La dénomination sociale d'une coopérative doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement. ».

425. L'article 19 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « produit en deux exemplaires un certificat attestant la modification et publie un avis de cette modification dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « dépose au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet »;

2° par la suppression du deuxième alinéa;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « figurant sur le certificat » par les mots « de ce dépôt ».

426. Les articles 20.1 et 20.2 de cette loi sont abrogés.

427. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

« 1° une déclaration contenant les informations exigées par les articles 14, 15 et 17 de la Loi sur le registre des associations et entreprises; ».

428. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « enregistré » par les mots « déposé au registre des associations et entreprises ».

429. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2°, du mot « enregistrés » par les mots « déposés au registre des associations et entreprises ».

430. L'article 34 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le ministre dépose cet avis au registre des associations et entreprises.

Le changement prend effet à la date de ce dépôt. ».

431. L'article 36 de cette loi est abrogé.

432. L'article 88 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « Dans les 15 jours suivant tout changement » par les mots « Dès qu'un changement survient »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « enregistrer cet avis » par les mots « déposer l'avis et la liste au registre des associations et entreprises ».

433. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 117, du suivant:

« **117.1** La coopérative doit, dès le remplacement du président, du secrétaire ou du directeur général ou gérant, donner au ministre un avis de ce changement indiquant les nom, prénom, adresse et profession du remplaçant.

Le ministre dépose cet avis au registre des associations et entreprises. ».

434. L'article 120 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le ministre dépose sans délai au registre des associations et entreprises un avis de réception des statuts. ».

435. L'article 121 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« À cette fin, le ministre inscrit sur chaque exemplaire des statuts de modification la mention « statuts modifiés » et la date de son approbation ou toute date ultérieure à la réception des statuts qui est indiquée dans ces statuts. Il dépose ces statuts au registre des

associations et entreprises, accompagnés, le cas échéant, de l'avis visé au deuxième alinéa de l'article 35. ».

436. L'article 132 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7°, du suivant :

« 7.1° les autres informations exigées par la Loi sur le registre des associations et entreprises pour la mise à jour annuelle des informations relatives à une personne morale immatriculée ; ».

437. L'article 160 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe 3° ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 6°, du suivant :

« 6.1° d'une déclaration contenant les informations exigées par les articles 14, 15 et 17 de la Loi sur le registre des associations et entreprises ; ».

438. L'article 161 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le ministre dépose sans délai au registre des associations et entreprises un avis de réception des statuts. ».

439. L'article 162 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« À cette fin, le ministre inscrit sur chaque exemplaire des statuts de fusion, la mention « coopérative issue d'une fusion » et la date de son approbation ou toute date ultérieure à la réception des statuts indiquée dans ces statuts. Il dépose ces statuts au registre des associations et entreprises. ».

440. L'article 170 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe 3° ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 5°, du suivant :

« 5.1° d'une déclaration contenant les informations exigées par les articles 14, 15 et 17 de la Loi sur le registre des associations et entreprises; ».

441. L'article 174 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, de « 3°, 4°, 6° » par « 4°, 6°, 6.1° ».

442. L'intitulé du chapitre XXIV du titre I de cette loi est remplacé par le suivant:

« DISSOLUTION ».

443. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre XXIV du titre I, de l'article suivant:

« **185.1** Une coopérative est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

444. L'article 189 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **189.** Le ministre dépose l'avis visé aux articles 187 et 188 au registre des associations et entreprises.

« **189.1** Si la coopérative démontre au ministre qu'elle a remédié à son défaut, celui-ci dépose au registre des associations et entreprises un avis constatant ce fait. ».

445. L'article 190 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **190.** Le décret de dissolution est déposé au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de la coopérative. ».

446. L'article 193 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit: « radiation de l'immatriculation d'une coopérative en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. La révocation de la radiation ne peut préjudicier aux droits acquis par toute personne après la radiation. ».

447. L'article 199 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises ».

448. L'article 218 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « , atteste ce changement par un certificat et publie un avis du changement dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « et dépose un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. La modification prend effet à la date du dépôt au registre ».

449. L'article 244 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 1°, des mots « la constitution, » ;

2° par la suppression des paragraphes 2° et 3°.

450. L'article 252 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2° et après le mot « administrateurs », des mots « et dirigeants ».

451. L'article 253 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« À cette fin, le ministre dépose au registre des associations et entreprises les statuts de continuation et les documents visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 252. ».

452. L'article 255 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

« **255.** À la date du dépôt des statuts de continuation au registre des associations et entreprises : ».

453. L'article 266 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « par règlement du gouvernement » par les mots « en vertu de la Loi sur le registre des associations et entreprises » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« À cette fin, le ministre dépose au registre des associations et entreprises les statuts de continuation et les documents visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 252. ».

454. L'article 268 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

«**268.** À la date du dépôt des statuts de continuation au registre des associations et entreprises:».

455. L'article 270 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**270.** Les statuts et les documents dont le dépôt au registre des associations et entreprises est requis en vertu de la présente loi doivent être dressés sur les formules fournies ou autorisées par le ministre. ».

456. L'article 271 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**271.** Le ministre peut prescrire toute autre formule nécessaire à l'application de la présente loi, notamment les formules d'avis, de déclaration, de déclaration d'adhésion et de demande d'admission. ».

457. L'article 272 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

«**272.** Le ministre ne dépose pas au registre des associations et entreprises des statuts ou des documents:»;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° qui ne sont pas dressés sur les formules fournies par le ministre ou autorisées par lui;».

458. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 272, du suivant:

«**272.1** Malgré l'article 51 de la Loi sur le registre des associations et entreprises, la remise du second exemplaire d'un document déposé au registre des associations et entreprises, en vertu de la présente loi, est faite au ministre. Celui-ci transmet cet exemplaire à la coopérative. ».

459. Les articles 280, 281 et 282 de cette loi sont abrogés.

LOI SUR LES CORPORATIONS DE CIMETIÈRES CATHOLIQUES ROMAINS

460. La Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section II, de l'article suivant:

« **1.1** Une corporation est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

461. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « , par lettres patentes délivrées sous ses seing et sceau, peut » par les mots « peut octroyer des lettres patentes sous ses seing et sceau ayant pour objet de »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« L'inspecteur général dépose les lettres patentes au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation de la corporation. »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « délivrées » par le mot « accordées ».

462. L'article 8 de cette loi est abrogé.

463. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement de la première ligne par ce qui suit:

« **9.** Dès l'immatriculation d'une ».

464. L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit: « doit être fixé au Québec; un avis spécifiant la modification effectuée doit être déposé au registre des associations et entreprises. La modification prend effet à la date de ce dépôt. ».

465. L'article 30 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **30.** L'inspecteur général peut, à la requête de la corporation, accorder des lettres patentes supplémentaires ayant pour objet de modifier ses pouvoirs ainsi que les règles pour leur exercice; il les dépose au registre des associations et entreprises. La modification prend effet à la date de ce dépôt. ».

466. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section VIII, de l'article suivant:

« **45.1** Une corporation visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

467. L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement des deux dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: «radier l'immatriculation de la corporation cédante en déposant au registre des associations et entreprises un avis à cet effet.».

468. L'article 47 de cette loi est abrogé.

469. L'article 50 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième et cinquième lignes par ce qui suit: «par l'évêque du lieu, peut radier l'immatriculation de celle-ci en déposant au registre des associations et entreprises un avis à cet effet. Les biens de la corporation, après».

LOI SUR LES CORPORATIONS DE FONDS DE SÉCURITÉ

470. La Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section II, de l'article suivant:

«**2.1** Une corporation de fonds de sécurité est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

471. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot «constituer» par les mots «autoriser la constitution d'».

472. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Si le gouvernement autorise la constitution de la corporation, l'inspecteur général dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom de la corporation et l'adresse de son siège social. Ce dépôt opère immatriculation de la corporation.».

473. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot «La» par les mots «À compter de la date de l'immatriculation, la».

474. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots «; si ce dernier l'approuve, il en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* et le règlement entre en vigueur à compter de la publication de l'avis» par les mots «. Ce dernier, s'il l'approuve, le dépose au registre des associations et entreprises. Le règlement entre en vigueur à compter de la date du dépôt».

475. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 72, du suivant:

«**72.1** Une corporation de fonds de sécurité est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

LOI SUR LES CORPORATIONS RELIGIEUSES

476. La Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71) est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

«**2.1** Le dépôt au registre des associations et entreprises de ces lettres patentes opère immatriculation de la corporation. ».

477. L'article 3 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Ces lettres patentes constituent » par les mots « L'immatriculation constitue »;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « créée par ces lettres patentes, en corporation » par les mots « en corporation privée ».

478. Les articles 6 et 7 de cette loi sont abrogés.

479. L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « constituant » par les mots « ayant pour objet de constituer »;

2° par le remplacement des trois premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit:

« L'inspecteur général dépose les lettres patentes au registre des associations et entreprises.

Le dépôt opère immatriculation de la nouvelle corporation et radiation de l'immatriculation de l'ancienne. À compter de la date du dépôt, les droits, ».

480. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15.1** Une corporation est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

481. L'article 16 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa par ce qui suit: «radier l'immatriculation de la corporation en déposant au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet. La radiation prend effet à compter de la date du dépôt de l'arrêté ou d'une date postérieure qui y est mentionnée.»;

2° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots «en dissolution».

482. La formule 1 de cette loi est abrogée.

LOI SUR LES ÉVÊQUES CATHOLIQUES ROMAINS

483. La Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17) est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

«**2.1** Une corporation visée à l'un des articles 3 ou 19 est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

484. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**3.** L'inspecteur général des institutions financières peut accorder des lettres patentes sous ses seing et sceau ayant pour objet de constituer en corporation tout évêque qui lui en fait la demande.

Le dépôt, par l'inspecteur général, des lettres patentes au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la corporation.».

485. L'article 6 de cette loi est abrogé.

486. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième, quatrième et cinquième lignes par ce qui suit: «social en déposant au registre des associations et entreprises un avis spécifiant le changement.».

487. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

«**15.1** Sous réserve de l'article 17, une corporation constituée sous le régime de l'un des articles 3 ou 19 est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

488. L'article 17 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans le deuxième et troisième lignes, des mots « de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Ce dépôt opère radiation de l'immatriculation de la corporation. ».

489. L'article 19 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **19.** L'inspecteur général des institutions financières peut, à la requête d'un évêque, accorder des lettres patentes, sous ses seing et sceau, ayant pour objet de constituer en corporation, pour l'une des fins mentionnées à l'article 9 et aux conditions énoncées à la requête, tout conseil, comité, organisme ou oeuvre. »;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Le dépôt des lettres patentes au registre des associations et entreprises opère immatriculation. »;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« La corporation existe à compter de la date de son immatriculation. »;

4° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« L'inspecteur général des institutions financières peut également, à la demande de l'évêque, modifier, par lettres patentes supplémentaires déposées au registre des associations et entreprises, les règlements et pouvoirs d'une corporation constituée sous le régime du présent article. »;

5° par le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, du mot « délivrées » par le mot « accordées »;

6° par le remplacement du sixième alinéa par les suivants:

« L'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège social d'une corporation peut radier l'immatriculation de cette dernière en déposant un avis à cet effet au registre des associations et entreprises.

Au cas de radiation, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont attribués à cet évêque. ».

LOI SUR LES FABRIQUES

490. L'article 2 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Ce décret doit être déposé au registre des associations et entreprises. ».

491. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « publication de l'avis prévu à l'article 2 » par les mots « date de son dépôt au registre des associations et entreprises ».

492. L'article 10 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **10.** Une fabrique de paroisse ou de desserte est, par le seul fait de l'érection canonique de cette paroisse ou desserte, après le 1^{er} janvier 1966 mais avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 492 de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre (indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987))*), constitué en corporation à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis prévu à l'article 2.

« **10.1** À compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 492 de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre (indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987))*), une fabrique est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.

Le dépôt du décret ayant pour objet d'ériger une paroisse ou une desserte opère immatriculation de la fabrique. ».

493. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième, troisième et quatrième alinéas par les suivants :

« L'évêque qui désire constituer une fabrique en vertu du présent article dépose au registre des associations et entreprises, en trois exemplaires, une déclaration à cet effet suivant la formule reproduite en annexe de la présente loi.

Ce dépôt opère immatriculation de la fabrique.

L'inspecteur général remet un des exemplaires au chancelier du diocèse. ».

494. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

« **15.1** Une fabrique est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

495. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **16.** L'inspecteur général des institutions financières, à la requête de l'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège social d'une fabrique, peut radier l'immatriculation de cette dernière en déposant au registre des associations et entreprises le décret supprimant la paroisse ou la desserte dont cette fabrique détient les biens. La radiation ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de ce dépôt.

Les biens d'une fabrique dont l'immatriculation a été radiée sont, après le paiement de ses obligations, dévolus à l'évêque du diocèse dans lequel se trouvait le siège social de cette fabrique, qui doit les remettre à une ou plusieurs fabriques de son diocèse. ».

496. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe *m*, des mots «et à la Loi sur la mainmorte» par «(chapitre T-7)».

497. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **21.** Avec le consentement de l'évêque du diocèse de la paroisse ou de la desserte, une fabrique peut changer son nom en déposant un avis à cet effet au registre des associations et entreprises. Une telle modification entre en vigueur le soixantième jour suivant ce dépôt. ».

498. L'annexe de cette loi est modifiée par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« La Fabrique aura son siège social à l'adresse suivante:..... ».

LOI CONSTITUANT LE FONDS DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)

499. L'article 2 de la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1) est modifié:

1° par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, de « l'article 2, »;

2° par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa, du nombre « 123.9 » par le nombre « 123.8.1 »;

3° par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa, du nombre « 123.28 » par le nombre « 123.26 ».

LOI SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

500. L'annexe I de la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1) est remplacée par la suivante:

« ANNEXE I

Loi sur les assurances (chapitre A-32)

Loi sur les caisses d'entraide économique (chapitre C-3)

Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (chapitre C-3.1)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4)

Loi sur les compagnies (chapitre C-38)

Loi sur les compagnies de fidéicommiss (chapitre C-41)

Loi sur les corporations de fonds de sécurité (chapitre C-69.1)

Loi sur les courtiers d'assurances (chapitre C-74)

Loi sur la liquidation des compagnies (chapitre L-4)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16)

Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*)

Loi sur les sociétés d'entraide économique (chapitre S-25.1)

Loi sur les sociétés de prêts et de placements (chapitre S-30)

Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (1971, chapitre 80)

Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (1973, chapitre 68)».

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

501. L'article 505 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième ligne du paragraphe *d*, de « sans être assujetti à la Loi sur la mainmorte (chapitre M-1) ».

LOI SUR LA LIQUIDATION DES COMPAGNIES

502. L'article 1 de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « ou par charte spéciale » par les mots « , par charte spéciale ou par immatriculation au registre des associations et entreprises ».

503. L'article 9 de cette loi est abrogé.

504. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Sur réception de ce rapport, l'inspecteur général procède à la radiation de l'immatriculation de la compagnie en déposant un arrêté à cet effet au registre des associations et entreprises. La compagnie est alors dissoute. ».

505. L'article 18 de cette loi est modifié :

1° par la suppression des cinquième, sixième et septième alinéas ;

2° par l'addition, après le huitième alinéa, du suivant :

« Avis de cette résolution et de son approbation doit être déposé au registre des associations et entreprises. À compter de ce dépôt, la déclaration visée à l'article 23 de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987*) cesse d'avoir effet. ».

506. L'article 19 de cette loi est abrogé.

507. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 25, du suivant :

« **25.1** Le liquidateur dépose sans délai, au registre des associations et entreprises, l'ordonnance de liquidation.

À compter de la date de ce dépôt, l'ordonnance a le même effet que la déclaration visée à l'article 23 de la Loi sur le registre des associations et entreprises.

Le liquidateur dépose également sans délai au registre un avis indiquant que l'ordonnance a été portée en appel, le cas échéant. ».

508. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant :

« **32.1** La décision de tout tribunal sur l'ordonnance de liquidation doit, sans délai, être déposée au registre des associations et entreprises par la compagnie ou le liquidateur, selon le cas. ».

LOI SUR LA MAINMORTE

509. La Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1) est abrogée.

LOI SUR LE NOTARIAT

510. L'article 9 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du paragraphe *e* du premier alinéa et après le mot « civil », des mots « , ou en annulation du dépôt de déclarations au registre des associations et entreprises, ou en rectification ou suppression d'informations inexactes déclarées au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LES POUVOIRS SPÉCIAUX DES CORPORATIONS

511. L'article 3 de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **3.** La nouvelle dénomination sociale doit être conforme à la loi et aux règlements du gouvernement. ».

512. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « dépose un avis à cet effet au registre des associations et entreprises ».

513. Les articles 6 et 7 de cette loi sont abrogés.

514. L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « de la publication de l'avis dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « du dépôt de l'avis au registre des associations et entreprises ».

515. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement des quatre premières lignes par ce qui suit:

«**20.** Sur preuve ainsi faite, le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, confirmer le règlement.

L'inspecteur général dépose au registre des associations et entreprises le décret confirmant le règlement.

À compter de la date de ce dépôt, le capital-».

516. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « sur les lettres patentes supplémentaires, accordées et émises » par les mots « pour la demande de lettres patentes supplémentaires ».

517. L'article 24 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « en donne alors avis dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « dépose au registre des associations et entreprises un avis spécifiant le changement »;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « de la publication de l'avis dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « du dépôt de l'avis au registre ».

518. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « sur des lettres patentes supplémentaires délivrées » par les mots « pour la demande de lettres supplémentaires ».

519. L'article 27 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « autorisent », des mots « ou si elle est immatriculée au registre des associations et entreprises ».

520. L'article 34 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa et après le mot « pouvoirs », des mots « ou si elle est immatriculée au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

521. La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la sous-section 1 de la section V, de l'article suivant:

«**63.1** Un établissement public est constitué, en vertu de la présente loi, par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

522. L'article 64 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la deuxième ligne du premier alinéa par ce qui suit: « du ministre, accorde des lettres patentes sous ses seing et sceau à des »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« L'inspecteur général dépose ces lettres patentes au registre des associations et entreprises. Ce dépôt opère immatriculation de l'établissement public. ».

523. L'article 66 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**66.** L'inspecteur général des institutions financières, à la demande du ministre, accorde des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'un établissement et les dépose au registre des associations et entreprises. ».

524. L'article 66.1 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant:

« Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes sont déposées au registre des associations et entreprises par l'inspecteur général des institutions financières. Elles prennent effet à compter de la date du dépôt des lettres patentes originales, sous réserve des droits acquis par les tiers. ».

525. L'article 67 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**67.** L'inspecteur général des institutions financières peut, à la demande d'un établissement public constitué en vertu de la présente loi et avec l'autorisation écrite du ministre, radier l'immatriculation de cet établissement en déposant au registre des associations et entreprises un arrêté à cet effet.

La radiation prend effet le soixantième jour suivant la date de ce dépôt. L'établissement est alors dissous.

Après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, les biens de l'établissement sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le gouvernement désigne. ».

526. L'article 74 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « constituant » par les mots « ayant pour objet de constituer »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « pour constituer » par le mot « à ».

527. L'article 119 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « délivre des lettres patentes, sous ses seing et sceau, fusionnant » par les mots « accorde des lettres patentes sous ses seing et sceau, ayant pour objet de fusionner, ».

528. L'article 120 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « convertit » par les mots « accorde des lettres patentes ayant pour objet de convertir »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « fusionne » par les mots « de fusionner ».

529. L'article 121 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **121.** Des lettres patentes ayant pour objet de fusionner ou de convertir un établissement visé aux articles 10 à 13 ne peuvent être accordées en vertu de l'un des articles 119 ou 120 qu'avec le consentement de cet établissement et aux conditions agréées entre lui et le ministre. »;

2° par le remplacement des quatre premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « Cependant, des lettres patentes ayant pour objet de fusionner un établissement visé au paragraphe *a* de l'article 10 ou un établissement public dont les actifs immobiliers ont été acquis à même des fonds provenant, en majeure partie, de subventions du gouvernement, peuvent être accordées conformément à ».

530. L'article 122 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **122.** Les lettres patentes émises en vertu de l'un des articles 119, 120 ou 121 sont déposées au registre des associations et entreprises.

Ce dépôt opère immatriculation de la nouvelle corporation résultant de la fusion ou de la conversion. La nouvelle corporation est alors constituée.

Le dépôt opère également radiation de l'immatriculation de la corporation convertie ou de chacune des corporations fusionnées, qui sont alors dissoutes. ».

531. L'article 122.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « de la délivrance » par les mots « du dépôt au registre des associations et entreprises ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES

532. La Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23) est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

« **1.1** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

533. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit : « l'alimentation, qui dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom de la société et l'adresse de son siège social. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de la société. ».

534. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit :

« **5.** À compter de la date de l'immatriculation, la société devient ».

535. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **7.** La première réunion de la société doit se tenir à son siège social, le deuxième mercredi du mois suivant la date de l'immatriculation. ».

536. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 11, du suivant :

« **11.1** Une société visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

537. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la quatrième ligne et avant le mot « notre », des mots « l'adresse de ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

538. La Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25) est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

« **1.1** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

539. L'intitulé de la sous-section 1 de la section I de cette loi est modifié par le remplacement du mot « *formation* » par le mot « *constitution* ».

540. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

« **2.** Une société d'agriculture peut être constituée dans chacun des comtés du Québec, et dans les districts électoraux établis, dans les cités et dans les villes, pour les fins de la représentation à l'Assemblée nationale, lorsque cinquante personnes en sont devenues membres, qu'elles ont signé une déclaration selon la formule 1 et l'ont transmise au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Ce dernier dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom et l'adresse du siège social de la société. Ce dépôt opère immatriculation de la société. ».

541. L'article 4 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « organisée » par « constituée en vertu de l'article 2 ».

542. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée ».

543. L'intitulé de la sous-section 3 de la section I de cette loi est remplacé par le suivant:

« § 3.—*De la réunion des sociétés et de la constitution d'une seconde société dans un comté*. ».

544. L'article 10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne et après le mot « comté », des mots « en déposant un avis à cet effet au registre des associations et entreprises. À compter de la date du dépôt, les sociétés sont réunies ».

545. L'article 11 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes, des mots « former une seconde société d'agriculture » par les mots « qu'une seconde société d'agriculture soit constituée »;

2° par le remplacement, dans la onzième ligne, des mots « d'établir » par les mots « de constituer »;

3° par le remplacement, dans la douzième ligne, des mots « l'organisation » par « la constitution en vertu de l'article 2 ».

546. L'article 12 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « l'organisation » par les mots « la constitution »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « organisé » par le mot « constitué ».

547. L'article 13 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « organisée » par le mot « constituée »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « d'organisation » par les mots « de constitution ».

548. L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « organisation » par le mot « constitution »;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Le ministre, s'il approuve la réunion des deux sociétés, dépose un avis à cet effet au registre des associations et entreprises. À compter de la date du dépôt, les sociétés sont réunies. ».

549. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement des cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « approuve leurs résolutions, dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom et l'adresse du siège social de la société. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de la société de district. Dès lors, les sociétés ».

550. L'article 23 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du premier alinéa et après le mot « signant », des mots « et en transmettant au ministre ».

551. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes par ce qui suit: « l'Alimentation, s'il approuve ces procédures, dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom et l'adresse du siège social de la société de district. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de celle-ci. Dès lors, elle forme une corporation ».

552. L'article 63 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée ».

553. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « organisées » par le mot « constituées ».

554. L'article 68 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « organisée » par le mot « constituée ».

555. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant:

« **68.1** Une société visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

556. L'article 69 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « la déclarer dissoute » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises un avis de radiation »;

2° par l'addition, à la fin, de la phrase suivante: « Le dépôt de l'avis opère radiation de l'immatriculation de la société. ».

557. L'article 72 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **72.** Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut changer le nom de toute société d'agriculture en

déposant au registre des associations et entreprises une déclaration spécifiant le changement. ».

558. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion,, dans la quatrième ligne et après « *cas* »), des mots « et aura son siège social à l'adresse suivante: ... ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'EXPLORATION MINIÈRE

559. La Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-26) est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant:

« **1.1** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

560. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« L'original de la déclaration reste dans les archives de la société; les deux autres exemplaires sont déposés au registre des associations et entreprises. ».

561. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **3.** Le dépôt de la déclaration au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la société. ».

562. L'article 5 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

563. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement de la première phrase du troisième alinéa par la suivante: « Une copie certifiée de cet état est également envoyée, en même temps, au ministre par le comité exécutif. ».

564. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Une copie certifiée dudit acte doit être déposée sans délai au registre des associations et entreprises. ».

565. L'article 23 de cette loi est abrogé.

566. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

«**24.1** Une société visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

567. L'article 25 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phase suivante: «La société radie alors son immatriculation en déposant un avis à cet effet au registre des associations et entreprises.»;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, des mots «et à la distribution de son actif» par les mots « , à la distribution de son actif et à la radiation de son immatriculation »;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le prolongement de la durée de la société est constaté par un avis que l'inspecteur général des institutions financières dépose au registre en triple exemplaire dont l'un est transmis au ministre.».

568. La formule 1 de cette loi est modifiée:

1° par le remplacement de l'intitulé par le suivant:

«*Déclaration de constitution*»;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot «à», des mots «l'adresse suivante:».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE

569. La Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27) est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant:

«**1.1** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.

Elle est dissoute par la radiation de celle-ci, effectuée en vertu de la loi.».

570. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit: «et de l'alimentation qui dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom de la société et l'adresse de son siège social. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de la société.».

571. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit :

« **4.** À compter de la date de l'immatriculation, la société est une corporation pour les fins et ».

572. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement des trois dernières lignes par ce qui suit : « et de l'alimentation qui dépose au registre des associations et entreprises un avis indiquant le nom de la société et l'adresse de son siège social. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de la société. ».

573. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement des deux premières lignes par ce qui suit :

« **11.** À compter de la date de l'immatriculation, la société est une ».

574. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la sixième ligne et après « *cas* »), des mots « et qui aura son siège social à l'adresse suivante : ... ».

575. La formule 2 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « à », des mots « l'adresse suivante : ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FABRICATION DE BEURRE ET DE FROMAGE

576. La section I de la Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29) est remplacée par la suivante :

« SECTION I

« DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

« **1.** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.

« **2.** Au moins cinq personnes qui désirent se constituer en société pour fabriquer le beurre ou le fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas, signent une déclaration en trois exemplaires suivant la formule 1.

Le dépôt de la déclaration au registre des associations et entreprises opère immatriculation de la société.

Un exemplaire de la déclaration est transmis par l'inspecteur général des institutions financières au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

« **3.** À compter de la date de l'immatriculation, les personnes qui ont signé la déclaration et toutes celles qui peuvent, par la suite, devenir membres de cette société, leurs héritiers, exécuteurs, curateurs, administrateurs, successeurs et ayants cause respectifs, forment une corporation sous le nom de « Société de fabrication de beurre (*ou de fromage, ou l'un et l'autre, suivant le cas*) de (*nom de l'endroit où est située la manufacture, tel que mentionné dans la déclaration*) ». ».

577. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du nombre « 1 » par le nombre « 2 ».

578. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 8, de la section suivante :

« SECTION II.1

« DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

« **8.1** Une société visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

579. La formule 1 de cette loi est modifiée :

1° par le remplacement de ce qui précède « *Déclaration de société* » par « 1. — (*Article 2*) » ;

2° par l'insertion, dans la huitième ligne et après le mot « à », des mots « l'adresse suivante : ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS

580. L'article 1 de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30) est modifié par l'insertion, dans la huitième ligne et après le mot « peut », des mots « , si elle est immatriculée au registre des associations et entreprises, ».

581. L'article 2 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« S'il le juge à propos, le gouvernement peut graduer le tarif des honoraires, ou prévoir qu'aucun honoraire ne sera payable, suivant la nature de la corporation, institution ou société, le montant de son capital-actions ou les autres caractères qu'elle présente. ».

582. La section III de cette loi est abrogée.

583. L'article 7 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES SOCIÉTÉS NATIONALES DE BIENFAISANCE

584. L'article 1 de la Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, de « indiquée et en payant les honoraires imposés par l'article 1 de » par les mots « prévue par ».

585. L'article 2 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « indiquées par cet article ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS PRÉVENTIVES DE CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

586. La Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32) est modifiée par l'insertion, après le titre, de l'article suivant:

«**0.1** Une société visée par la présente loi est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.».

587. L'article 1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, du mot « triplicata » par le mot « double »;

2° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° En déposant au registre des associations et entreprises la déclaration et le certificat d'approbation du conseil municipal.»;

3° par le remplacement des deuxième, troisième et quatrième alinéas par le suivant:

«Le dépôt au registre opère immatriculation de la société.».

588. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

«**2.1** Une société visée par la présente loi est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi.».

LOI SUR LES SYNDICATS COOPÉRATIFS

589. L'article 55 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, des mots « expédie, sous pli recommandé ou certifié, à la dernière adresse connue du syndicat ou de la fédération et publiée dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « dépose au registre des associations et entreprises ».

590. L'article 56 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « cette publication » par les mots « ce dépôt ».

591. L'article 57 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **57.** Le décret d'extinction est déposé au registre des associations et entreprises.

À compter de la date de ce dépôt, l'immatriculation du syndicat coopératif est radiée et ce dernier est dissous. ».

LOI SUR LES SYNDICATS D'ÉLEVAGE

592. La Loi sur les syndicats d'élevage (L.R.Q., chapitre S-39) est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant :

« **10.1** Le syndicat est constitué par son immatriculation au registre des associations et entreprises. ».

593. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **11.** Les membres fondateurs signent, devant deux témoins, une déclaration conforme à la formule 1 et la transmettent au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui, s'il autorise la formation du syndicat, dépose au registre des associations et entreprises un avis spécifiant le nom du syndicat et l'adresse de son siège social. Ce dépôt opère immatriculation du syndicat. ».

594. L'article 13 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **13.** À compter de la date de l'immatriculation, le syndicat devient une personne morale sous le nom qui lui est donné. » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « publié dans la *Gazette officielle du Québec* » par les mots « déposé au registre des associations et entreprises ».

595. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 30, du suivant :

« **30.1** Un syndicat d'élevage est dissous par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

596. L'article 31 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « le déclarer dissous » par les mots « déposer au registre des associations et entreprises un avis de radiation de l'immatriculation du syndicat » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le dépôt de l'avis opère radiation de l'immatriculation du syndicat. ».

597. La formule 1 de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « à », des mots « l'adresse suivante : ».

598. Les formules 2 et 3 de cette loi sont abrogées.

LOI SUR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

599. La Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section I, de l'article suivant :

« **0.1** Une association, un syndicat, une union, une fédération ou une confédération visé par la présente loi, est constitué par son immatriculation au registre des associations et entreprises.

Il en est de même d'une caisse d'assurance ou d'indemnités visée à l'article 20 de la présente loi. ».

600. L'article 1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 par le suivant :

« *d*) l'adresse où sera situé son siège principal. » ;

2° par le remplacement des paragraphes 4 et 5 par les suivants :

« 4. L'inspecteur général dépose la déclaration au registre des associations et entreprises.

Ce dépôt opère immatriculation de l'association ou du syndicat professionnel.

«5. À compter de la date de l'immatriculation, l'association ou le syndicat professionnel est constitué en corporation.».

601. L'article 10 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot «syndicat», des mots « , en déposant au registre des associations et entreprises un avis spécifiant le changement ».

602. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **11.** À compter de la date du dépôt de l'avis de changement de nom, le syndicat est désigné sous son nouveau nom. ».

603. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement des trois premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit: « L'inspecteur général peut approuver les statuts régissant une caisse d'assurance ou d'indemnités établie par une confédération en déposant au registre des associations et entreprises un avis à cet effet. Le dépôt de cet avis opère immatriculation de la caisse. À compter de la date du dépôt, la caisse est une corporation au sens du Code civil, elle est, dès lors, ».

604. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé de la section II, de l'article suivant:

« **24.1** Une association, un syndicat, une union, une fédération, une confédération ou une caisse d'assurance ou d'indemnités est dissous par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

605. L'article 26 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

« **26.** L'inspecteur général peut radier l'immatriculation de tout syndicat, union, fédération ou confédération après »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La radiation de l'immatriculation s'opère par le dépôt au registre des associations et entreprises d'un arrêté à cet effet. ».

606. L'article 27 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes du premier alinéa par ce qui suit: « union,

fédération ou confédération dont l'immatriculation a été radiée suivant l'article 26 ou en vertu ».

607. Les formules 1 et 2 de cette loi sont abrogées.

LOI SUR L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

608. L'article 4 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1) est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe *h*, de « sans être assujettie à la Loi sur la mainmorte (chapitre M-1) ».

DÉCLARATION DU ROI, CONCERNANT LES ORDRES RELIGIEUX ET LES GENS DE MAIN MORTE, ÉTABLIS AUX COLONIES FRANÇAISES

609. La Déclaration Du Roi, concernant les Ordres Religieux et les Gens de main morte, établis aux Colonies Françaises, du 25 novembre 1743, enregistrée le 5 octobre 1744 au Conseil supérieur de Québec (Ins. Cons. Sup. Reg. I. Folio 16. V°.) est abrogée.

CHARTRE DE LA VILLE DE QUÉBEC

610. L'article 453*g* de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95), édicté par l'article 4 du chapitre 89 des lois de 1982 et modifié par l'article 34 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 14 et après le mot « dernière », des mots « , l'adresse de son siège social »;

2° par l'insertion après le paragraphe 15 du suivant :

« 15*a* La société est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises. » ;

3° par le remplacement du paragraphe 16 par le suivant :

« 16. Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution autorisant la constitution de la société. Ce dépôt opère immatriculation de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier. » ;

4° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 17, du mot « enregistrement » par le mot « immatriculation » ;

5° par la suppression du paragraphe 21;

6° par le remplacement du paragraphe 40 par le suivant:

«40. Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution modifiant les limites du district de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier.»;

7° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 41, des mots «d'enregistrement» par les mots «du dépôt au registre».

LOI DES ASSOCIATIONS DE PÊCHEURS POUR
L'EXPLOITATION DE LA BOITTE

611. La Loi des associations de pêcheurs pour l'exploitation de la boîte (S.R.Q. 1941, chapitre 205) est abrogée.

Toutefois, les associations constituées en vertu de cette loi continuent leur existence et sont régies par la partie I de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38).

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

612. L'article 543*b* de la charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), édicté par l'article 26 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 5 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant:

«1.1 La société est constituée par son immatriculation au registre des associations et entreprises.»;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 12, des mots «constituer une société par résolution» par les mots «autoriser, par résolution, la constitution d'une société»;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 14, des mots «constitue la société par résolution» par les mots «autorise, par résolution, la constitution de la société»;

4° par le remplacement du paragraphe 15 par les suivants:

« 15. La résolution autorisant la constitution de la société indique la dénomination sociale de cette dernière, l'adresse de son siège social et le territoire du district où elle aura compétence.

« 15.1 Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution autorisant la constitution de la société. Ce dépôt opère immatriculation de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier. »;

5° par l'insertion, après le paragraphe 33, des suivants:

« 33.1 Le greffier dépose au registre des associations et entreprises trois copies certifiées conformes de la résolution modifiant le territoire du district de la société.

L'inspecteur général des institutions financières remet une copie de la résolution au greffier.

« 33.2 La modification prend effet à compter de la date du dépôt de la résolution au registre des associations et entreprises. »;

6° par l'insertion, après le paragraphe 37, du suivant:

« 37.1 Une société est dissoute par la radiation de son immatriculation au registre des associations et entreprises, effectuée en vertu de la loi. ».

LOI INSTITUANT UN NOUVEAU CODE CIVIL ET
PORTANT RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE

613. L'article 66 de la Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille (1980, chapitre 39) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« À compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 613 de la Loi sur le registre des associations et entreprises (1987, chapitre indiquer le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1987)*), le dépôt de la déclaration d'opposition du mari commun en biens, visée à l'ancien article 1291*a* du Code civil du Bas Canada, doit être fait au registre des associations et entreprises. ».

SECTION IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET PROVISOIRES

614. Toute acquisition ou aliénation d'un immeuble et toute constitution d'hypothèque faite avant le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) par des gens de mainmorte ou une corporation dont la capacité était limitée sous ce rapport, est valide, malgré qu'elle ait été faite, sans autorisation, à l'encontre des lois de mainmorte en vigueur avant cette date, pourvu qu'elle soit autrement légale.

Le présent article ne s'applique pas aux acquisitions, aliénations et constitutions d'hypothèques déclarées invalides à la suite d'une action intentée avant cette date.

615. Les règlements édictés en vertu de dispositions abrogées, modifiées ou remplacées par la présente loi dans la Loi sur les assurances, dans la Loi sur les clubs de chasse et de pêche, dans la Loi sur les compagnies, dans la Loi sur les compagnies de cimetière, dans la Loi sur les compagnies étrangères, dans la Loi sur les compagnies de fidéicommiss, dans la Loi sur les coopératives, dans la Loi concernant les renseignements sur les compagnies et dans la Loi sur les sociétés de prêts et de placements continuent d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, modifiés ou remplacés par des règlements édictés en vertu de la présente loi.

616. L'inspecteur général conserve et tient ouverts à l'examen du public les registres et les archives à caractère public tenus par lui en vertu d'une loi visée à l'annexe I ou d'une loi d'intérêt privé avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Sur paiement des droits prescrits par règlement, il peut délivrer, à toute personne qui en fait la demande, des copies ou extraits des documents conservés et des attestations relatives à ces objets.

Une copie ou un extrait certifié conforme d'un document conservé est authentique et fait preuve de son enregistrement, le cas échéant.

L'article 123.30, le paragraphe 2° de l'article 123.31 et l'article 123.32 de la Loi sur les compagnies tels qu'ils se lisaient le (*indiquer ici la date précédant la date de l'entrée en vigueur du présent article*) continuent de s'appliquer aux documents enregistrés par l'inspecteur général, en vertu de la partie IA de cette loi, dans les registres visés au premier alinéa.

617. Les protonotaires de la Cour supérieure conservent les registres des documents enregistrés par eux en vertu d'une loi visée à l'annexe I et les tiennent gratuitement ouverts à l'inspection du public, durant les heures d'ouverture, jusqu'à ce que le ministre de la Justice en décide autrement.

Sur demande, ils peuvent délivrer copie de toute déclaration qui y est contenue et ils perçoivent, pour ce faire, le droit fixé par le gouvernement conformément à l'article 224 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16).

618. Le ministre chargé de l'application de la Loi sur les coopératives conserve tous les documents dont l'enregistrement était requis en vertu de cette loi avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Il peut en délivrer une copie certifiée conforme à toute personne qui en fait la demande.

Toute copie d'un document dont l'enregistrement était requis en vertu de cette loi et qui a été certifiée conforme par le ministre ou par la personne qu'il désigne, est authentique et fait preuve de son enregistrement.

L'article 29, le paragraphe 2° de l'article 30 et l'article 31 de la Loi sur les coopératives tels qu'ils se lisaient le (*indiquer ici la date précédant la date de l'entrée en vigueur du présent article*) continuent de s'appliquer aux documents enregistrés par le ministre en vertu de cette loi.

619. La déclaration d'immatriculation d'une personne physique exerçant une activité visée à l'article 1 le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) doit être déposée au registre au plus tard le (*indiquer ici la date postérieure de six mois à celle de l'entrée en vigueur du présent article*).

La déclaration d'immatriculation d'une personne morale ou d'un groupement visé à l'article 1 et existant à cette même date doit être déposée au registre dans le même délai.

620. Une personne morale, constituée en vertu d'une loi particulière du Québec, est dispensée de déposer la déclaration visée à l'article 619, lorsqu'elle se conforme à l'obligation que lui fait la loi de déposer un autre document au registre. Ce dépôt opère immatriculation.

Cette personne morale doit toutefois, dans les soixante jours de son immatriculation mais au plus tard le (*indiquer ici la date postérieure de six mois à celle de l'entrée en vigueur du présent article*), mettre à jour les informations qui la concernent en déposant au registre une déclaration comprenant les informations visées aux articles 14 à 17 et celles exigées en vertu de l'article 622, accompagnée du paiement des droits exigés en vertu de l'article 621. À défaut de déposer cette déclaration, l'immatriculation de la personne morale peut être radiée d'office par l'inspecteur général en la manière prévue au paragraphe 1° de l'article 36.

621. La déclaration d'immatriculation visée à l'article 619 doit être accompagnée des droits prescrits par règlement.

622. La déclaration d'immatriculation mentionnée à l'article 619 doit contenir les informations visées aux articles 14 à 17 et celles prescrites par règlement en vertu de l'article 624.

623. Pour l'application de la présente loi, une corporation constituée en vertu d'une loi du Québec est, à compter de son immatriculation, assimilée à une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

624. Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les droits à payer en vertu de l'un des articles 616, 621, 630, 632 ou 633 et déterminer les informations supplémentaires que doivent déclarer les assujettis en vertu de l'article 622.

Les droits et les informations peuvent varier selon :

- 1° les catégories d'assujettis;
- 2° la forme ou le régime juridique emprunté par les assujettis;
- 3° les activités exercées par les assujettis;
- 4° la nature du document;
- 5° le nombre de noms déclarés;
- 6° le nombre d'établissements déclarés.

625. Un projet de règlement peut être édicté, en vertu de l'un des articles 88, 89 ou 624, à l'expiration d'un délai plus court que celui qui lui est applicable en vertu de l'article 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ou sans avoir fait l'objet d'une publication

conformément à cet article, lorsque le gouvernement est d'avis que ce délai ou cette publication empêcherait la mise en vigueur des règlements à la même date que celle fixée pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'immatriculation des assujettis.

De plus, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou entre celle-ci et celle applicable en vertu de l'article 17 de la Loi sur les règlements lorsque le gouvernement est d'avis que les mêmes circonstances le justifient.

626. L'inspecteur général peut dissoudre une personne morale constituée en corporation en vertu des lois du Québec avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) qui n'a pas déposé sa déclaration d'immatriculation dans le délai prévu à l'article 619, en publiant un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*. À compter de la publication de cet avis, la personne morale qui n'a pas remédié à son défaut est dissoute.

La publication de cet avis doit être précédée de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, au moins soixante jours auparavant, d'un préavis de dissolution.

627. Les procédures de dissolution entreprises en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies, en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, en vertu des articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives, avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), sont continuées en vertu de ces dispositions telles qu'elles existaient avant cette date.

Toutefois, lorsqu'une personne morale s'immatricule au registre avant la publication de l'avis de dissolution à la *Gazette officielle du Québec*, la radiation de cette immatriculation conformément au paragraphe 1° de l'article 36 remplace cette publication.

628. Une personne morale dissoute en vertu de l'un des articles 626 ou 627 est réputée conserver son existence afin de terminer toute procédure judiciaire.

629. Les procédures de dissolution entreprises en vertu des articles 28 et 28.1 de la Loi sur les compagnies, en vertu des articles 181 à 185 de la Loi sur les coopératives ou en vertu de la Loi sur la liquidation des compagnies, avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) sont continuées en vertu de ces dispositions telles que modifiées par la présente loi, si la personne morale s'immatricule conformément à cette dernière. Dans le cas contraire, elles sont continuées en vertu

des dispositions de ces lois telles qu'elles existaient avant le (*indiquer ici la date précédant la date d'entrée en vigueur du présent article*).

630. Les corporations visées par la Loi concernant les renseignements sur les compagnies ne sont pas tenues de remettre à l'inspecteur général le rapport détaillé mentionné à l'article 4 de cette loi pour l'année 1988.

Toutefois, le rapport relatif à une année antérieure qui n'est pas produit le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), demeure exigible. Les droits applicables à ce rapport sont prescrits par règlement.

631. L'inspecteur général peut, conformément au paragraphe 1° de l'article 36, radier d'office l'immatriculation de la corporation immatriculée qui n'a pas produit un rapport prévu à l'article 630.

632. L'inspecteur général peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prescrits par règlement, faire reprendre l'existence d'une corporation dissoute avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) en vertu des articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies ou en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, en déposant au registre un arrêté à cet effet.

Il en est de même d'une corporation dissoute par la publication d'un avis de dissolution visée à l'un des articles 626 ou 627.

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation de la corporation. Celle-ci reprend son existence à compter de la date de ce dépôt.

Sous réserve des droits acquis par toute personne après la dissolution, la corporation jouit de tous les droits et privilèges qu'elle aurait possédés et est assujettie à toutes les obligations auxquelles elle aurait été soumise si elle n'avait pas été dissoute.

Aux fins de la présente loi, la corporation est réputée être une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

633. Le ministre chargé de l'application de la Loi sur les coopératives peut, sur demande, aux conditions qu'il détermine et sur paiement des droits prescrits par règlement, faire révoquer rétroactivement la dissolution d'une coopérative, d'une fédération ou d'une confédération dissoute avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) en vertu des articles 186 à 190 de la Loi sur les coopératives, en déposant au registre un arrêté à cet effet.

Le dépôt de l'arrêté opère immatriculation.

La révocation de la dissolution ne peut préjudicier aux droits acquis par toute personne après la dissolution.

Aux fins de la présente loi, la coopérative, la fédération ou la confédération est réputée être une personne morale immatriculée suivant sa loi particulière.

634. Aucun droit n'est payable par un ministère ou un organisme du gouvernement pour une demande faite en vertu de l'un des articles 632 ou 633.

[[**635.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi au cours de l'exercice financier 1987-1988 sont, dans la mesure que détermine le gouvernement, prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

636. L'inspecteur général des institutions financières est chargé de l'administration de la présente loi.

637. Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

638. Les articles 8 à 12, 59, 88 à 90, 126, 615, 624, le premier alinéa de l'article 630 et les articles 635 à 638 de la présente loi entreront en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

Les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par le gouvernement.

ANNEXE I

(articles 616 et 617)

- Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
- Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3)
- Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
- Loi sur les cercles agricoles (L.R.Q., chapitre C-9)
- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
- Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)
- Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
- Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
- Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40)
- Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41)
- Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42)
- Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., chapitre C-43)
- Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)
- Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)
- Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., chapitre C-46)
- Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)
- Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)
- Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)
- Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)
- Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)
- Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)

Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)

Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)

Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)

Loi sur la mainmorte (L.R.Q., chapitre M-1)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., chapitre S-23)

Loi sur les sociétés d'agriculture (L.R.Q., chapitre S-25)

Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-26)

Loi sur les sociétés d'horticulture (L.R.Q., chapitre S-27)

Loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage (L.R.Q., chapitre S-29)

Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., chapitre S-30)

Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31)

Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32)

Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Loi sur les syndicats d'élevage (L.R.Q., chapitre S-39)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

TABLE DES MATIÈRES

		<i>Articles</i>
CHAPITRE I	CHAMP D'APPLICATION	1-7
Section I:	Assujettis	1-4
Section II:	Présomptions	5-7
CHAPITRE II	REGISTRE	8-12
CHAPITRE III	IMMATRICULATION	13-18
CHAPITRE IV	MISE À JOUR DES INFORMATIONS	19-28
Section I:	Mise à jour annuelle	19-21
Section II:	Mise à jour régulière	22-24
Section III:	Mise à jour spéciale	25-28
CHAPITRE V	RADIATION	29-37
Section I:	Radiation obligatoire	29-30
Section II:	Radiation volontaire	31-33
Section III:	Radiation d'office	34-36
Section IV:	Révocation de la radiation	37
CHAPITRE VI	PUBLICITÉ	38-43
CHAPITRE VII	ADMINISTRATION DU REGISTRE	44-64
Section I:	Dépôt de documents	44-51
Section II:	Administration	52-64
CHAPITRE VIII	RECOURS	65-87
Section I:	Appel d'une décision de l'inspecteur général	65-74
Section II:	Autres recours	75-87
CHAPITRE IX	RÈGLEMENTATION	88-90
CHAPITRE X	DISPOSITIONS PÉNALES	91-104
CHAPITRE XI	DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	105-638
Section I:	Nom	105-107
Section II:	Dispositions résiduelles	108-113
Section III:	Dispositions abrogatives et modificatives	114-613
Section IV:	Dispositions transitoires et provisoires	614-638